

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1926.

Budget

DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

POUR L'EXERCICE 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER

MESSIEURS,

Le Budget des dépenses et des recettes extraordinaires pour l'exercice 1926 présente avec ceux des années antérieures une différence essentielle. La Législature a exprimé le vœu de voir réunir en un seul et même budget les dépenses extraordinaires proprement dites et les dépenses, occasionnées par la liquidation de la période de guerre, qui formaient précédemment un budget spécial, dit des dépenses recouvrables.

Parallèlement les recettes extraordinaires proprement dites et les recettes au titre des réparations de guerre ont été incluses dans le présent budget.

Celui-ci comprend donc deux sections nettement séparées.

(1) Budget, n° 4-xvii.

Amendements, n°s 122, 129, 142.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Hallet, était composée :

1. Des membres de la Commission :

Le présent rapport n° 233 a été distribué le 17 avril 1926.
(Art. 1 de la résolution de la Chambre, relative à l'examen des budgets).

lgets et des
(Auguste),
age, Hoen,
, Wauwer-
isselmans,

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1926.

Budget

DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

POUR L'EXERCICE 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER

MESSIEURS,

Le Budget des dépenses et des recettes extraordinaires pour l'exercice 1926 présente avec ceux des années antérieures une différence essentielle. La Législature a exprimé le vœu de voir réunir en un seul et même budget les dépenses extraordinaires proprement dites et les dépenses, occasionnées par la liquidation de la période de guerre, qui formaient précédemment un budget spécial, dit des dépenses reconvrables.

Parallèlement les recettes extraordinaires proprement dites et les recettes au titre des réparations de guerre ont été incluses dans le présent budget.

Celui-ci comprend donc deux sections nettement séparées.

(1) Budget, n° 4-xvii.

Amendements, n°s 122, 129, 142.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Hallet, était composée :

Des membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debuinne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Lepage, Hoen, Jaspard, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwer-mans.

De six membres nommés par les Sections : MM. Van Caenegem, Brusselmans, Piérard, Somerhausen, Baels, Heyman,

1° Dépenses extraordinaires proprement dites.

MINISTÈRES	Crédits votés pour 1925 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits proposés pour 1926.	Différences	
			Augmen- tations.	Diminutions.
Justice	1,195,000	1,105,000	»	90,000,
Affaires étrangères . .	300,000	»	»	300,000
Intérieur et Hygiène. .	7,800,000	7,300,000	»	500,000
Sciences et Arts . . .	28,099,895	18,244,450	»	9,855,000
Agriculture	1,867,000	600,000	»	1,267,000
Travaux publics . . .	237,072,236	206,553,000	»	30,519,236.
Industrie, Travail et Prévoyance sociale. .	3,910,000	4,341,000	431,000	»
Défense Nationale. . .	136,253,000	85,936,500	»	50,316,500
Finances	196,214,559	19,500,000	»	185,714,559
Totaux	612,711,690	334,579,950	431,000	278,562,740
		Diminution . . .	278,131,740	

Des amendements successifs, proposés par le Gouvernement au cours du mois de janvier dernier, sont venus modifier ces chiffres (voir *Documents* n° 1, 122-129 et 142).

Ils comportent les diminutions de dépenses indiquées ci-dessous :

Ministère de la Justice	fr. 580,000
Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène. . .	2,000,000
Ministère des Sciences et des Arts	2,200,000
Ministère des Travaux Publics	25,765,000
Ministère de la Défense Nationale.	18,130,000
	Fr. 48,675,000

Le Gouvernement, dans l'Exposé général (*Document* n° 4), avait affirmé son intention de ne maintenir au budget de 1926 que les « allocations destinées à des dépenses inéluctables. Elles ne comprennent aucun crédit pour une dépense nouvelle importante. Les sommes demandées doivent servir avant tout à l'achèvement des entreprises en cours, auxquelles il serait absolument impossible de renoncer. »

La situation financière du pays a poussé le Gouvernement à rechercher si, en exécutant cette politique avec plus de rigueur encore, il ne pourrait proposer de nouvelles réductions de crédits. Tel paraît être le motif des amendements importants signalés ci-dessus. Ils s'appliquent à de multiples articles du Budget extraordinaire. On en trouvera le détail dans la suite du présent rapport. Chacun des articles modifiés y sera analysé séparément.

Le désastre causé par les récentes inondations, la nécessité de parer autant que possible au renouvellement d'une telle catastrophe justifient les seules augmentations que le Gouvernement propose. Celles-ci concernent le Département des Travaux publics. Ces augmentations se montent à la somme de 5,180,000 francs.

Les crédits demandés pour ce chapitre du Budget atteignent donc :

Budget primitif	fr. 334,579,950
Diminutions proposées	48,675,000
	Fr. 285,904,950
Augmentation proposée.	fr. 5,180,000
	Fr. 291,084,950

Soit une diminution de 321,626,740 francs, comparativement à l'exercice de 1925.

2° Dépenses non permanentes afférentes aux réparations.

Ce chapitre du Budget de 1926 comprend les dépenses qualifiées dans les Budgets des années précédentes *Dépenses recouvrables*.

Les crédits demandés s'établissant comme suit :

MINISTÈRES	Crédits votés pour 1925 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits proposés pour 1926.	Différences	
			Augmen-tations.	Diminutions.
Justice	1,599,139	754,000	»	845,139
Intérieur et Hygiène . .	7,500,000	6,900,000	»	600,000
Agriculture	5,660,000	4,260,000	»	1,400,000
Travaux publics	31,045,600	10,228,600	»	20,817,000
Défense Nationale. . . .	107,298,552	3,866,755	»	103,431,797
Finances	8,103,087	5,912,890	»	2,190,197
Affaires Economiques. .	627,339,241	580,924,781	»	46,414,460
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.	140,488,400	46,407,418	»	94,081,282
Totaux.	929,034,019	659,254,144	»	269,779,875
			Diminution. . . . 269,779,875	

Le Gouvernement propose, par voie d'amendement, les diminutions suivantes :

Ministère de la Justice	fr. 234,000
— des Travaux Publics.	3,214,500
— de la Défense Nationale.	1,080,000
— des Finances	2,600,000
Total	fr. 7,128,500

Ce qui ramène le montant des crédits demandés pour ce chapitre du Budget de 1926 à la somme totale de 652,125,644 francs en diminution de 276 millions 908,375 francs sur l'exercice précédent.

3° Recettes extraordinaires.

Chiffre proposé par le Gouvernement pour l'évaluation des recettes de 1926 : 148,879,500 francs.

4° Recettes de réparations.

Chiffre primitivement proposé par le Gouvernement pour l'évaluation des recettes de 1926 : 525,195,000 francs.

Par un amendement déposé le 26 janvier dernier (*Doc. n° 142*) le Gouvernement a proposé de porter l'évaluation de recettes de l'article 16 (Produit des livraisons allemandes en nature et versements allemands en numéraire — solde de l'annuité du plan Dawes) de 256,000,000 à 456,000,000 de francs. Cette augmentation résulte du transfert au Budget extraordinaire (recettes de réparation) d'une somme de 200,000,000 de francs portée précédemment au Budget ordinaire. L'annuité totale du plan Dawes à recevoir pour 1926 restera donc acquise au Budget extraordinaire.

Le Gouvernement s'est expliqué sur les motifs de ce transfert dans le *Document parlementaire*, n° 61. Cette question ayant déjà été discutée par le Parlement au cours de la présente session, il ne semble pas qu'il y ait lieu d'y insister ici davantage.

Le total des recettes prévues au budget extraordinaire (compte de réparations) doit donc être porté à 725,195,000 francs.

Il résulte des chiffres indiqués ci-dessus que le budget des recettes et dépenses extraordinaires proprement dites présente un déficit de 142,205,450 francs.

Par contre le Budget des réparations se caractérise cette année par un boni de 73,069,356 francs.

REMARQUES GÉNÉRALES.

On ne peut qu'applaudir aux intentions qui ont inspiré le Gouvernement. Les circonstances actuelles imposent, plus que jamais, une politique de stricte économie, adjuvant précieux, sinon condition nécessaire, de la réussite du vaste plan d'assainissement monétaire dont le Ministre des Finances a pris l'initiative. Les Chambres ont, à une très forte majorité, accepté ces projets. Dans le même sentiment, les sections et la Commission spéciale ont approuvé la politique d'économie que reflète le projet de Budget extraordinaire.

Mais, si l'accord est complet sur le principe, les modalités de réalisation appellent quelques remarques.

Il faut distinguer d'une manière formelle entre les dépenses de pur luxe, ou de simple embellissement qui doivent être écartées ou du moins retardées à des jours meilleurs, et les dépenses nécessaires.

Parmi les dépenses nécessaires il en est qui ne sauraient être remises sans infliger au pays un ralentissement de son développement intellectuel et moral, ou sans compromettre la sécurité du territoire, mais qui, au point de vue purement financier, représentent une charge sans compensation monnayable. Parmi celles-ci se classent plus spécialement les dépenses incombant au Département des Sciences et des Arts et au Département de la Défense Nationale.

L'État a le devoir d'assumer cette charge, mais il lui incombe aussi d'agir avec la plus stricte économie. A ce point de vue bien des méthodes pourraient être changées.

Une longue expérience permet d'affirmer que l'État est un mauvais bâtisseur.

Les travaux de construction qu'il entreprend sont généralement très coûteux, les devis sont largement dépassés et les locaux construits ne sont pas toujours

appropriés à leur destination, malgré le taux très élevé des frais d'honoraires et de surveillance.

La Section centrale a estimé qu'il était nécessaire de signaler cette situation à l'attention du Gouvernement. Cet abus, qui date certes déjà du régime d'avant-guerre, doit être redressé d'autant plus activement que la construction est plus coûteuse et le Trésor plus chargé.

Peut-être y aurait-il lieu de concentrer tout le service des bâtiments de l'État sous une direction unique, les départements directement intéressés n'ayant que voix consultative.

L'institution d'un service de ce genre aurait aussi pour heureux résultat d'assurer une répartition pratique des constructions existantes entre les différents services de l'État.

Il est utile à ce point de vue de signaler que des bâtiments militaires assez nombreux peuvent se trouver disponibles par suite de la réduction du nombre des régiments, du déclassement de certaines fortifications, de changements de garnison imposés par les nécessités de la Défense Nationale. Bien des services de l'État pourraient être installés de cette manière à peu de frais, ou du moins beaucoup plus économiquement que si l'on élevait des constructions nouvelles. Ce serait d'ailleurs une illusion de croire que celles-ci soient toujours si parfaitement appropriées à leurs buts que leur valeur d'utilisation compense les millions qu'elles ont coûtés.

La centralisation du service des architectes et des surveillants permettrait aussi de se passer dans bien des cas du concours de spécialistes étrangers à l'administration et dont les honoraires sont parfois très élevés.

La section centrale croit, à ce propos, devoir attirer l'attention de la Chambre d'une manière toute spéciale sur les dépenses engagées pour la construction d'écoles normales.

Il n'est point question de discuter ici le principe de ces constructions. Mais les chiffres que l'on nous soumet sont réellement impressionnants :

Ecoles normales —	Lierre —	Dépense totale prévue	. . . fr.	9,300,000
—	Nivelles	—		10,000,000
—	Blankenberghe	—		6,500,000
—	Arlon	—		12,250,000
—	Virton	—		4,200,000
—	Laeken	—		888,600
—	Divers	—		6,000,000
Total. . . . fr.				46,138,600

Mise en présence d'une dépense aussi considérable, la Commission spéciale a cru devoir pousser plus loin son examen. A titre documentaire les travaux entrepris à l'école normale de Nivelles ont fait l'objet d'une étude approfondie.

M. le Ministre des Sciences et des Arts a bien voulu faire connaître en détail à la Commission spéciale le montant des travaux exécutés déjà et à prévoir pour le parachèvement de cet institut d'enseignement :

École normale de l'État à Nivelles.

« 1° Coût du terrain sur lequel est bâtie la nouvelle école normale fr. 140,577.20

» 2° Nombre d'élèves :

a) Fin janvier 1920 (avant l'incendie)	internes :	88
— — — — —	externes :	30
		<u>118</u>
b) Au 15 mars 1926	internes :	58
— — — — —	externes :	58
		<u>116</u>

» 3° La nouvelle école est aménagée pour 180 élèves internes ;

» 4° L'adjudication principale, au montant de 7,418,398 francs, comporte l'exécution de tous les travaux du gros-œuvre et du parachèvement (clefs sur portes ;

» 5° Montant des travaux complémentaires, exécutés notamment pour fondations, à cause de la mauvaise qualité du sol fr. 344,428

» 6° Sommes prévues pour l'achèvement complet de l'établissement :

a) Chauffage central, installation proprement dite	fr.	800,000
— déplacement de la chaufferie		212,000
b) Électricité		160,000
c) Peintures intérieures (notamment pour les maisons d'habitation, le réfectoire, etc.)		50,000
d) Ameublement, cuisines, laboratoires, etc.		520,000
e) Aménagement des jardins et des cours		10,000
f) Divers, imprévus		30,000
g) Honoraires d'architecte — pour l'entreprise générale, les honoraires sont compris dans le forfait — pour les travaux d'achèvement, on peut prévoir une somme d'environ		38,000

Nous formulons le vœu, sans oser trop espérer que celui-ci sera réalisé, de voir le coût des travaux de parachèvement de cet institut rester dans les limites indiquées ci-dessus, mais on ne peut, même après une visite rapide des lieux, s'empêcher de penser que le but poursuivi aurait pu être atteint à moins de frais.

Il n'est pas certain que le maximum de 180 élèves, prévu pour l'aménagement des locaux soit jamais réalisé. Ce chiffre n'a jamais été atteint avant l'incendie de cet établissement.

Si l'on songe que le chauffage des locaux entraîne une immobilisation de plus de un million pour les frais d'installation, et un entretien annuel évalué à plus de 250,000 francs, on se demande si cette entreprise a été conduite avec une sage économie.

Il semble que ces installations ont été conçues sans aucun souci des intérêts du Trésor, ce qui est regrettable dans les temps de gêne financière que nous traversons. Est-il bien nécessaire de faire de chacune de nos écoles normales un monument imposant par ses dimensions et par le luxe de la construction? Certains locaux ont été aménagés avec une ampleur exagérée. — D'autres paraissent tout à fait superflus. —

Bien plus, il ne semble pas que l'École normale de Nivelles soit un modèle au point de vue pédagogique. L'enseignement, et surtout la surveillance, ne pourront être assurés que dans des conditions assez peu pratiques, qui entraîneront en tout cas une augmentation du personnel.

Une enquête plus étendue et plus approfondie amènerait probablement une réduction de dépenses dans les écoles similaires en voie de construction, et pourrait empêcher le renouvellement de telles erreurs.

Parmi les dépenses nécessaires, il en est qui doivent être productives et dont le rendement peut couvrir l'intérêt et l'amortissement des capitaux engagés, peut-être même peut-on escompter des bénéfices appréciables en argent, sans préjudice de l'augmentation de la fortune publique dont ces travaux sont la source.

En bonne administration, de telles dépenses peuvent seules être couvertes par l'emprunt; bien plus, un emprunt habilement conclu et sagement utilisé peut devenir une source de richesse pour le public et pour l'État.

Le resserrement du marché monétaire ne doit pas retarder le perfectionnement de notre outillage économique; ce serait une détestable politique. Divers membres de la Commission spéciale voudraient voir l'État accueillir avec faveur les offres de l'industrie privée.

Celle-ci apporterait les capitaux dont l'État se trouve momentanément dépourvu. Le rachat des concessions pourrait être prévu au contrat, afin de permettre à la Nation de reprendre, en des jours meilleurs que nous espérons tous, la pleine possession de son domaine. Il ne faut pas que le pays soit privé d'une source de richesse faute d'argent public actuellement disponible.

Dans cette catégorie pourrait être classée peut-être l'exécution du tunnel sous l'Escaut à Anvers et de la route automobile Bruxelles-Anvers.

Le Gouvernement consulté sur ses intentions relativement à ces deux travaux dont l'urgence a été signalée d'une manière très pressante à la Commission spéciale nous a fourni les renseignements reproduits ci-dessous :

1° Le Département des Travaux publics compte procéder à la mise en adjudication par voie de concours des travaux de construction du tunnel, sous l'Escaut, à Anvers dès que les crédits nécessaires seront mis à sa disposition. Les pièces pour cette mise en adjudication sont dressées.

Le Département examinera également toute offre sérieuse qui lui serait soumise par une société pour la construction de ce tunnel.

En attendant que le tunnel puisse être construit on pourrait établir le pont de Cruybeke-Hoboken. Les pièces pour la mise en adjudication de cette entreprise sont également prêtes. Le Département pourra procéder à l'adjudication dès qu'il disposera des crédits nécessaires.

2° Le Ministère des Travaux publics n'a été saisi jusqu'à présent d'aucune offre ferme pour l'exécution des travaux de l'avenue de Bruxelles à Anvers.

Certains particuliers ont demandé et obtenu les renseignements nécessaires à l'étude de la combinaison, mais il ne s'agit encore là que d'une prise de contact très vague, ne permettant aucune conclusion.

Si l'industrie privée ne se charge pas de l'affaire, il est peu probable que l'État puisse envisager la réalisation prochaine du programme adopté, vu l'importance de la dépense à prévoir et les restrictions apportées à la construction de routes nouvelles.

*
* * *

La question des canaux houillers du Limbourg, et des canaux de jonction Anvers-Liège a certes une importance beaucoup plus grande encore.

On lira avec intérêt les réponses que M. le Ministre des Travaux publics a bien voulu fournir aux demandes de la Commission spéciale ;

PREMIÈRE QUESTION. — Quel est l'état d'avancement des études de la commission spéciale des canaux instituée en 1923 ?

RÉPONSE. — L'état d'avancement des études de la Commission chargée d'examiner la question de la création d'un canal destiné à relier Anvers à Liège et subsidiairement celle de la construction du canal Anvers-Rhin s'établit comme suit :

Pour ce qui concerne le nouveau canal Anvers-Liège, la Commission a émis un vote au sujet des dimensions de la cunette en profil courant, du tirant d'air à aménager sous les ponts fixes, de la largeur des terre-pleins, des dimensions des écluses, du tracé en plan et du profil en long, entre Quadmechelen et Anvers. Elle a étudié la traversée, par tunnel ou par tranchée, de la crête de partage entre Meuse et Geer ainsi que la question primordiale de l'alimentation en eau de cette voie de communication. La Commission ne s'est pas prononcée jusqu'ici sur le tracé de la partie du nouveau canal comprise entre Liège et Quadmechelen, les études y relatives ont subi un certain arrêt par suite de la nécessité de procéder à des forages dans la région de Eigenbilsen en vue de reconnaître la nature du sous-sol au sujet duquel le service géologique ne possédait que des renseignements fort incomplets.

Il reste à la Commission à émettre son avis sur le tracé à suivre entre Liège et Quadmechelen et à se prononcer sur la solution à adopter — canal direct passant par la région charbonnière du Limbourg ou amélioration et élargissement des canaux existants entre Liège et Anvers.

D'ici une couple de mois la Commission aura présenté ses conclusions définitives.

En ce qui concerne le canal Anvers-Rhin et le canal Anvers-Moerdyck, la Commission a adopté la motion suivante :

« La Commission exprime l'avis que, sans renoncer aux droits reconnus à la Belgique par les articles 358 et 364 du Traité de Versailles, il y a lieu de poursuivre la construction dans le plus bref délai possible d'un canal entre Anvers et Moerdyck. Le nouveau canal devra être calibré pour livrer passage aux plus grands bateaux navigant sur le Rhin. Il débouchera dans les bassins d'Anvers sans exclusion d'un débouché direct dans l'Escaut si la nécessité en est reconnue. »

2^e QUESTION. — Quel en sera le coût ? — quelle est la durée présumée de l'exécution des travaux ?

RÉPONSE. — N'ayant pas encore émis d'avis au sujet du tracé du nouveau canal Anvers-Liège, la Commission n'a pu évaluer le coût de cette voie d'eau.

Elle a établi l'estimation de la dépense qu'entraînerait l'exécution des divers projets présentés pour ce canal; son travail a été retardé par le fait que divers auteurs du projet ont profondément modifié leurs conceptions primitives; certains d'entre eux ont présenté en tout dernier lieu des projets tout nouveaux.

Voici la liste des projets retenus et le montant des estimations :

a) projet de M. Van Wetter, par la Hollande.	fr. 387,700,000
contournant l'enclave de Maestricht	444,800,000
b) projet étudié par M. Glaudot.	530,500,000
c) projets de M. Van Caenegem, par la Hollande	543,800,000
contournant l'enclave de Maestricht	596,700,000
d) projet de M. Fontaine	660,700,000
e) projet de M. Vrancken	800,000,000

Le canal Anvers-Moerdijk sera creusé sur une grande partie de son développement sur territoire néerlandais; il faudra donc un accord préalable avec les Pays-Bas pour sa construction. D'autre part, le raccordement de ce canal aux bassins existants n'a pas encore été étudié. La Commission n'a, dès lors, pu établir le coût approximatif de cette voie d'eau.

3^e QUESTION. — La jonction Campine-Vilvorde est-elle à l'étude?

RÉPONSE. — La Commission étant chargée d'examiner la question de la création d'un canal destiné à relier Anvers à Liège et subsidiairement celle de la construction du canal Anvers-Rhin, l'étude du raccordement Campine-Vilvorde, par la vallée du Démer, n'était pas de sa compétence et elle n'a donc pas établi le coût de ce raccordement.

4^e QUESTION. — La Commission a-t-elle étudié la question de l'amélioration du canal de jonction « Anvers-Turnhout-Bocholt-Liège » au point de vue spécial des charbonnages limbourgeois?

RÉPONSE. — La Commission, ne s'étant pas prononcée sur le tracé à adopter, elle n'a pas encore émis l'avis sur la question de savoir si l'amélioration et l'agrandissement du canal de jonction « Anvers-Turnhout-Bocholt-Liège » résout le problème du canal charbonnier. D'après les déclarations du représentant de l'Association charbonnière du Limbourg, cette solution ne donne pas satisfaction aux charbonnages limbourgeois.

Le coût de ces travaux (projet de M. Van Wetter) est évalué à 387,769,983 francs ou à 444.858.325 francs, suivant que l'on passe ou que l'on ne passe pas par l'enclave de Maestricht.

La Commission spéciale insiste très vivement pour que le Gouvernement mette tout en œuvre pour hâter les études et assurer la prompte exécution de ces travaux qu'elle considère comme essentiels pour la prospérité du pays.

L'éventualité du concours de l'industrie privée ne saurait être écartée a priori et sans examen sérieux, spécialement dans ce cas.

*
* * *

Un membre de la Section centrale a désiré connaître les intentions du Gouvernement concernant les travaux à exécuter aux Musées du Cinquenaire. Interrogé à ce sujet M. le Ministre des Travaux publics a bien voulu fournir la réponse suivante :

« Le Gouvernement envisage déjà depuis quelque temps la construction du gros œuvre de la galerie de jonction destinée à relier les nouveaux bâtiments de l'avenue des Nerviens aux Musées de l'aile gauche.

» a) Inscription au Budget de 1925 d'un crédit de 3,000,000 de francs (art. 51 du Budget extraordinaire).

» b) Propositions d'inscription au projet de Budget de 1926 des crédits suivants :

» 1. 2,000,000 de francs pour le parachèvement de la sudite galerie de jonction.

» 2. 4,500,000 francs pour la construction de bâtiments définitifs à l'emplacement des locaux actuels dénommés « Galerie circulaire, cour triangulaire, hall de l'ancien musée scolaire, salle Titeca ».

» Ce dernier crédit devait permettre la réalisation de la première tranche du programme établi par le baron Ruzette.

» La note jointe à l'appui des propositions budgétaires pour 1926 signalait que l'Administration ne pouvait prendre sur elle la responsabilité du maintien de la situation actuelle des musées si ce crédit était supprimé. Elle ajoutait que cette situation avait été exposée à diverses reprises devant les Chambres et qu'un engagement avait été pris par M. le baron Ruzette en vue d'y remédier.

» Le programme dont il est question ci-dessus et qui consistait à centraliser les Musées dans l'aile gauche du Cinquantenaire avait été esquissé au cours de la séance de la Chambre des Représentants du 28 mai 1924. Ce programme dont l'exécution devait entraîner une dépense de 42,500,000 francs devait se réaliser en une période de dix ans.

» Le crédit à solliciter pour l'exercice 1927 aurait été de 1,500,000 francs (réalisation de la deuxième tranche du programme).

» L'Administration avait donc pris les mesures voulues pour l'exécution des travaux qui s'imposent et déjà, en 1925, l'épreuve typographique du cahier des charges pour le gros œuvre de la Galerie de jonction était en la possession de la Direction des bâtiments civils et l'adjudication des travaux était même annoncée, lorsque des instructions de M. le Ministre des Finances Janssen ont été délivrées pour ne pas y donner suite.

» Le gros œuvre n'étant pas exécuté, le crédit prévu pour le parachèvement devait nécessairement être rayé.

» Des instructions semblables furent données pour ce qui concerne la première tranche de la centralisation des Musées dans l'aile gauche du Cinquantenaire.

» C'est donc par suite de la compression des dépenses qu'impose la situation économique du pays que l'Administration a dû renoncer aux mesures qu'elle comptait prendre pour la réalisation des travaux d'aménagement des Musées. Il n'est pas possible dans ces conditions de fixer une date pour la réalisation des travaux prémentionnés. »

Le membre qui avait soulevé cette question a déclaré qu'il s'inclinait devant les considérations d'ordre financier qui, en dépit des engagements pris par M. Ruzette et d'un ordre du jour voté à l'unanimité par la Chambre, ont motivé la suppression des crédits prévus pour 1925 et 1926. Mais il demande qu'au moins, sans amorcer des travaux de bâtisse coûteux, on démolisse les constructions précaires qui constituent un danger permanent d'incendie pour les magnifiques collections des Musées du Cinquantenaire. On pourrait, d'ailleurs, par la vente des matériaux de démolition, récupérer une partie de la dépense.

* * *

Le démergement et l'assainissement des parties basses des communes riveraines de la Meuse présentent un caractère d'urgence plus grand encore que les travaux de défense contre les crues éventuelles du fleuve. La prompt exécution de ces travaux contribuera grandement à rétablir la situation sanitaire normale dans certaines régions dévastées par les inondations.

Le Ministre de l'Intérieur a bien voulu à ce sujet nous fournir les renseignements reproduits ci-après :

Bruxelles, le 3 avril 1926.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'étude des moyens pour assurer

» le démergement des parties basses des communes riveraines de la Meuse se poursuit actuellement.

» Un avant-projet de travaux, dressé par M. l'Ingénieur Biefnot, a été soumis à l'examen d'une Commission technique qui a remis son rapport au Gouvernement.

» Les travaux de démergement et de pompage dépendent essentiellement des dispositions qui seront admises par le Département des Travaux Publics pour la normalisation et l'endiguement de la Meuse. L'examen du problème est donc poursuivi plus spécialement par ce Département.

» Aussitôt qu'un projet définitif aura été approuvé, le Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène, qui ne peut d'ailleurs intervenir que par voie de subsides, demandera l'inscription des crédits nécessaires au budget extraordinaire, comme il a été fait récemment, du reste, pour les travaux d'égouts de l'aval de Liège ».

ROLIX-JAEQUEMYNS.

Examinant plus spécialement le budget des Réparations, la Commission spéciale a cru devoir poser à M. le Ministre de l'Agriculture, qui conserve sous sa direction les services des Affaires Économiques, les deux questions suivantes dont l'intérêt n'échappera pas à la Chambre :

Première question. — *Envisage-t-on la disparition des tribunaux et cours des dommages de guerre?*

La suppression des tribunaux des dommages de guerre est poursuivie progressivement et effectuée dès que le nombre de demandes en réparation restant à régler dans un arrondissement judiciaire, ne nécessite plus le maintien d'un organisme spécial.

La mesure a été appliquée :

- à Tongres, le 31 octobre 1924 ;
- à Marche, le 31 décembre 1924 ;
- à Turnhout, le 28 février 1925 ;
- à Hasselt, le 31 mars 1925 ;
- à Furnes, le 31 octobre 1925 ;
- à Huy, le 31 octobre 1925 ;
- à Nivelles, le 31 octobre 1925 ;
- à Neufchâteau, le 31 décembre 1925.

Elle sera réalisée le 31 mars courant à Arlon et à Verviers ; à Malines, le 1^{er} mai ; avant le 1^{er} octobre 1926 à : Anvers, Bruges, Charleroi, Courtrai, Dinant, Mons, Namur et Audenarde ; avant le 1^{er} janvier 1927 à : Louvain, Termonde et Tournai.

En ce qui concerne : *Bruxelles, Gand, Liège et Ypres*, la suppression ne pourra être envisagée, avant la fin de l'année prochaine.

2^{me} question. — *Les tribunaux ordinaires ne pourraient-ils être chargés de liquider les affaires en cours?*

Un essai a été tenté à Hasselt, Marche, Turnhout et Tongres, mais le transfert des attributions des tribunaux des dommages de guerre aux tribunaux de première instance a donné lieu à de nombreuses difficultés. Celles-ci ont d'ailleurs motivé l'article 4 de la loi du 8 août 1925 contenant le budget pour l'exercice 1925 des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix.

En vertu de cette disposition légale, le Roi peut, en cas de suppression d'un tribunal des dommages de guerre, transférer les attributions de ce tribunal à un autre tribunal des dommages de guerre du ressort de la même Cour.

L'exposé des motifs qui accompagnait le projet de cette disposition signale notamment :

« Il se présente des arrondissements où le peu d'affaires qui restent à régler » ne nécessite plus le maintien de tout l'organisme spécial des dommages de » guerre et fait décider le dit transfert aux Parquets et Tribunaux civils.

» Les stocks d'affaires que ceux-ci sont appelés à examiner, si réduits soient-ils, comprennent toujours certaines affaires partiellement instruites et d'autres » qui nécessitent encore des devoirs d'instruction assez longs. Il ne peut être » question en ces cas et pour un effectif aussi réduit de dossiers, de maintenir » dans son intégralité tout l'organisme du Commissariat de l'État et du Tribunal » des dommages de guerre, avec les charges assez lourdes qui en résultent pour » le Trésor.

» D'autre part, les juridictions civiles, le plus souvent surchargées, auront » peine à liquider ce stock d'affaires spéciales qui viendront encombrer leur rôle » pendant une période assez longue.

» Au surplus, les membres des juridictions ordinaires n'étant pas amenés par » l'exercice de leurs fonctions normales, à s'appliquer à l'étude des principes » réglant la réparation des dommages de guerre, il leur sera difficile de pouvoir » rapidement solutionner les litiges dont la connaissance leur est différée.

» Il a paru au Gouvernement de vous proposer qu'il puisse apprécier, que dans » ces cas, le stock des affaires restant à liquider dans un arrondissement, lors de » la suppression de la juridiction spéciale, doit être soumis à la connaissance du » tribunal civil, ou à celle d'un autre tribunal des dommages de guerre ».

Il convient de remarquer que les difficultés exposées plus haut ont provoqué le retour des attributions des tribunaux des dommages de guerre de Hasselt, Marche, Tongres et Turnhout, qui avaient été transférées d'abord aux juridictions ordinaires, à un tribunal des dommages de guerre d'un arrondissement voisin.

Le transfert des attributions des tribunaux des dommages de guerre aux tribunaux civils ne pourra être envisagé que pour les affaires, peu nombreuses assurément, qui n'auront pu être soumises aux juridictions spéciales.

3^e QUESTION. — *A combien peut-on estimer la somme qui reste à payer pour les dommages de guerre ?*

Nous croyons ne pas nous tromper en estimant la somme nécessaire à 500 ou 600 millions en espèces.

EXAMEN DES ARTICLES.

Ministère de la Justice.

ARTICLE PREMIER. — *Etablissement d'éducation de l'État pour filles à Saint-Servais fr. 400.000*

Le Gouvernement propose par amendement la suppression de cet article. Un membre a insisté pour que l'utilité des travaux projetés fut signalée au Ministre de la Justice.

ART. 2. — *Etablissements d'éducation et institutions publiques de l'État: —*
Matériel d'incendie, éclairage fr. 180,000

Mêmes remarques qu'à l'article premier.

ART. 6. — *Aménagement d'une colonie d'aliénés à Manderfeld* fr. 100,000

Un membre ayant signalé que cette institution ne répondait pas à un besoin immédiat vu le petit nombre d'aliénés, la section centrale s'est trouvée d'accord pour demander au Gouvernement un nouvel examen de l'utilité de la dépense.

ART. 7. — *Asiles d'aliénés de l'État à Mons et Tournai* fr. 150,000

Le Gouvernement a décidé d'ajourner certains des travaux prévus et propose en conséquence un amendement réduisant de 100,000 francs le crédit demandé.

ART. 9. — *Conseil de guerre en campagne* fr. 384,000

Un amendement du Gouvernement réduit le crédit demandé à 250,000 francs. — Réduction du personnel.

Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 41. — *Troisième tranche de la part d'intervention de l'État dans le coût des travaux de captage des sources supérieures du Néblon* . . . fr. 1,500,000

Réduit à 1,000,000 de francs par amendement du Gouvernement, certains crédits ayant pu être imputés sur le budget de 1925.

ART. 45. — *Deuxième tranche de la part d'intervention de l'État dans les travaux de distribution des eaux du Néblon* fr. 2,250,000

Réduit à 750,000 francs. — Mêmes remarques qu'à l'article 41 ci-dessus.

Ministère des Sciences et des Arts.

ART. 26. — *Enseignement primaire. — Construction et ameublement des maisons d'écoles* fr. 10,000,000

Le Gouvernement propose par amendement une diminution de crédit de 2,200,000 francs. — Certains travaux prévus ne pouvant être exécutés au cours de l'exercice 1926.

Ministère de l'Agriculture.

ART. 32. — *Bois domaniaux* fr. 200,000

Un membre insiste vivement pour que l'État procède à des reboisements systématiques qui seront une source de richesse et un préventif contre les inondations.

Ministère des Travaux publics.

ART. 37. — *Routes, raccordements, ponts, etc.* fr. 3,900,000

Deux amendements du Gouvernement portent le crédit demandé à 4,430,000 fr. pour exécution de certains travaux reconnus nécessaires (notamment : Pont des Arches, à Liège, et pont de Heer-Agimont).

ART. 38. — *Route d'Anvers à Turnhout* fr. 400,000

Réduit à 300,000 francs par amendement du Gouvernement; crédit jugé suffisant.

ART. 44. — *Route de Peer à Genck* fr. 2,600,000

Le Gouvernement propose d'ajourner les travaux et de procéder cette année seulement aux expropriations. Un amendement réduit le crédit à la somme de 400,000 francs.

ART. 47. — *Route de Liège à Berneau et de Visé à Mouland.* fr. 500,000

Amendement du Gouvernement, crédit réduit à 300,000 francs, somme jugée suffisante.

ART. 49bis. — *Bâtiment de la liste civile* fr. 150,000

Article nouveau proposé par amendement du Gouvernement. Somme nécessaire au parachèvement des travaux.

ART. 50. — *Palais du Roi à Bruxelles.* fr. 2,500,000

Le Gouvernement propose, par amendement, la suppression de ce crédit; les travaux pouvant, à son avis, être ajournés.

ART. 53bis. — *Écuries du Palais royal. Place du Trône. Aménagement.*
fr. 125,000

Article nouveau. Crédit non dépensé en 1925 et reporté à l'exercice 1926.

ART. 54. — *Casernement des gendarmeries* fr. 2,055,000

Le crédit demandé est réduit, par voie d'amendement, à la somme de 475,000 francs. On renonce aux travaux projetés à Ypres, Brecht, Eupen et Rummen.

ART. 56. — *Meuse. — Études et travaux* fr. 8,125,000

Un amendement du Gouvernement porte le crédit demandé à la somme de 10,675,000 francs. Travaux nouveaux prévus pour lutter contre le danger des inondations.

ART. 57. — *Sambre. — Études et travaux* fr. 4,930,000

Porté, par amendement, à 6,150,000 francs. Mêmes remarques qu'à l'article 56 ci-dessus.

ART. 58. — *Ourthe. — Études et travaux* fr. 75,000

Porté, par amendement, à 575,000 francs. Mêmes remarques qu'aux deux articles précédents.

ART. 59. — *Canaux houillers* fr. 46,515,000

Un amendement réduisant le crédit à 39.515,000 francs est proposé par le Gouvernement. Le 3^e §a : acquisition de terrains et études, canal de Charleroi à Bruxelles, est ramené de 20,000.000 de francs à 13,000,000 de francs

ART. 60. — *Canaux Liège à Anvers.* fr. 8,790,000

Le Gouvernement propose une diminution de 3,400,000 francs. Suppression de certains travaux proposés.

ART. 62. — *Lys, études et travaux.* fr. 1,735,000

Le Gouvernement propose la réduction du crédit à 985,000 francs. Suppression de certains travaux.

ART. 64. — *Dyle, études et travaux,* fr. 1,000,000

Le Gouvernement propose la réduction du crédit à 500,000 francs. Ajournement de certains travaux.

ART. 65. — *Nèthes, études et travaux.* fr. 200,000

Porté par amendement à 300,000 francs. (Travaux de coupure, calibrage et endiguement. Première tranche d'une dépense évaluée à 4,100,000 francs.)

ART. 66. — *Dendre, études et travaux.* fr. 555,000

Diminué par amendement de 100,000 francs. Ajournement de certains travaux entre Alost et Termonde

ART. 67. — *Durme et Moertvaart-Zuidlede.* . . . fr. 50,000

Le Gouvernement propose une augmentation de 600,000 francs, destinée principalement à des travaux de dragage généraux dans les susdites rivières. (Le travail total est évalué à 7,600,000 francs, 1^{re} tranche)

ART. 68. — *Canal de Gand à Ostende.* fr. 645,000

Diminution de 250,000 francs. On renonce à la consolidation des talus.

ART. 70. — *Canal de Selzaete à la mer.* fr. 60,000

Crédit supprimé.

ART. 75. — *Installations maritimes d'Anvers.* . . . fr. 68,290,000

Le Gouvernement propose la suppression de certains travaux à concurrence de 6,700,000 francs, notamment les travaux de pavage aux abords du Kruisschans (5,000,000 de francs).

ART. 78. — *Canal d'Ypres à l'Yser.* fr. 800,000

Diminution proposée de 300,000 francs. Réduction de certains travaux,

ART. 84. — *Port de Zeebrugge.* fr. 1,050,000

Diminution de 500,000 francs. Réduction des travaux de remplacement de la claire-voie du môle par une digue,

ART. 86. — *Routes et raccordements, ponts (Dépenses de réparations.* fr. 1,550,000

Le Gouvernement propose de renoncer à la reconstruction du pont sur la Lys à Leerne-Saint-Martin et du pont métallique sur l'Escaut à Zwynaerde. La diminution serait de ce chef de 1,075,000 francs.

ART. 94. — *Meuse (Dépenses de réparations)* fr. 250,000

Le Gouvernement propose une diminution de 50,000 francs. Les opérations graphiques en vue de la reconstitution du plan de la Meuse détruit en 1914 seraient supprimées — Un membre a protesté contre cette suppression faisant remarquer qu'il était très nécessaire de connaître exactement le lit du fleuve pour tous travaux et spécialement pour ceux qui sont destinés à parer aux inondations.

ART. 96. — *Canaux de Liège à Anvers (Dépenses de réparations)* fr. 225,000

Une réduction de 165,000 francs est proposée.

ART. 97. — *Escaut (Dépenses de réparations)* fr. 1,177,500

Diminution de 137,500 francs. Ajournement de certains travaux.

ART. 98. — *Dendre (Dépenses de réparations)* fr. 125,000

Diminution de 115,000 francs. Même remarque.

ART. 99. — *Lys (Dépenses de réparations)* fr. 570,000

Le Gouvernement propose au § 2^e la suppression des mots (*quotité recouvrable*).

ART. 101. — *Canal de Blaton à Ath* fr. 590,600

Le Gouvernement propose la suppression du § 1^{er} : Frais de reconstruction du pont de Grandglise soit : 560,000 francs.

Les travaux de reconstruction du pont en question sont en cours d'exécution. Ils ont pu être imputés sur le budget de l'année 1925. Le travail sera donc exécuté malgré la suppression proposée.

ART. 104. — *Canal de dérivation de la Lys (Dépenses de réparations),*
fr. 221,000

Une diminution de 80,000 francs est proposée. On renonce à la consolidation des talus.

ART. 105. — *Canal de Gand à Ostende (Dépenses de réparations),* fr. 675,000

Une diminution de 240,000 francs est proposée. — Suppression et ajournement de certains travaux.

ART. 106. — *Canal de Passchendaele à Nieuport (Dépenses de réparations),*
fr. 525,000

Une diminution de 500,000 francs est proposée. Ajournement de certains travaux.

ART. 107. — *Canal de Selzaete à la mer du Nord (Dépenses de réparations),*
fr. 227,000

Diminution de 222,000 francs. Ajournement des travaux.

ART. 110. — *Canal d'Ypres à l'Yser (Dépenses de réparations),* fr. 1,050,000

Diminution proposée de 100,000 francs. Ajournement de certains travaux accessoires.

ART. 141. — *Port de Nieuport (Dépenses de réparations), fr. 525,000*

Un membre a exprimé le désir de connaître les intentions du Gouvernement concernant les travaux à ce port — qui semble abandonné et dont l'activité est quasi-nulle. —

La réponse suivante a été faite à cette question par M. le Ministre des Travaux publics.

« Les travaux à exécuter pour terminer la restauration du port de Nieuport sont les suivants :

- » a) Remise en état du bassin à flot.
 - » b) Continuation des travaux de restauration de l'estacade Ouest et établissement d'un musoir provisoire (une entreprise pour la reconstruction d'une partie de cette estacade est actuellement en cours, elle s'élève à fr. 2,208.234.97).
 - » c) Travaux de dragages.
 - » d) Travaux de reconstruction de dues d'Albe, triangles de garde, etc.
 - » e) Travaux divers parmi lesquels on peut citer : la reconstruction des maisons éclusières et des bâtiments du pilotage, etc.
- » L'ensemble de ces travaux entraînera une dépense de plus de 6 millions de francs. Ils devront donc être répartis sur plusieurs exercices budgétaires. Il est impossible de spécifier exactement l'époque à laquelle ce programme pourra être réalisé complètement, cela dépendra du montant des crédits qui seront mis à la disposition du Département. Mais il faudra compter au moins sur trois ou quatre ans. »

* *

La Commission spéciale chargée d'examiner le Budget extraordinaire a prié son rapporteur de se mettre directement en relations avec la Commission de la Défense Nationale pour l'étude des articles du Budget extraordinaire qui concernent spécialement ce département.

A la suite de cet examen, fait en commun, diverses questions se rapportant aux articles 116 à 146 du Budget extraordinaire ont été posées à M. le Ministre de la Défense Nationale.

ART. 146.

QUESTION. — *Cet article, ainsi que plusieurs autres articles du Budget Extraordinaire, mentionne des dépenses pour « frais éventuels d'études et de surveillance ».*

Quelle est la justification de ces dépenses qui semblent couvrir des devoirs qui incombent aux fonctionnaires permanents de l'État?

RÉPONSE. — 1° Lors de l'élaboration du projet de B. E. de 1926, la mention « *frais éventuels complémentaires d'études et de surveillance* » a été inscrite dans les notes à l'appui des prévisions pour permettre le cas échéant l'engagement, à charge des articles du Budget Extraordinaire, des frais d'études et de surveillance supplémentaire qui auraient pu être nécessités pour la préparation et l'exécution des travaux.

Or, à cette époque, nous n'étions pas du tout fixés sur les dépenses de l'espèce qui viendraient à se produire.

Dès lors, conformément d'ailleurs à la règle admise par d'autres Départements (notamment aux Travaux Publics), nous avons systématiquement réuni dans le

libellé de chacun des articles du B. E. *toutes* les dépenses auxquelles les travaux considérés pouvaient entraîner, notamment les études préliminaires (sondages, arpentages, expertises, recherches, documentation, etc.).

2° Mais actuellement, seuls les travaux de l'article 129, qui se font à charge du B. E. de l'artillerie (édification des dépôts de munitions dans les bases), donnent lieu à des frais d'études complémentaires (frais d'arpentage pour l'expropriation des terrains du Dépôt des Munitions d'Houthulst).

En ce qui concerne les frais complémentaires de surveillance, ils ne doivent non plus être envisagés actuellement que pour les seuls travaux de l'article 129 précité et de l'article 119 relatif au Camp d'Elsenborn.

3° En principe, la surveillance des travaux du B. E. doit nécessairement être assurée par le personnel permanent au même titre que pour les travaux du Budget Ordinaire.

Mais il arrive que les travaux du Budget Extraordinaire sont d'une importance telle qu'ils imposent *momentanément* une surveillance pour laquelle le personnel permanent est insuffisant, quand ces travaux d'une durée limitée, s'exécutent en dehors des résidences où il y a des agents à demeure.

Or, au Camp d'Elsenborn et au Dépôt de Munitions d'Aertrijke, il a fallu recourir à quelques surveillants temporaires, recrutés *sur place, pour la durée des entreprises importantes en cours.*

En conséquence, le salaire de ces temporaires est porté à charge de l'article du B. E. relatif à ces travaux; lesquels ne sont grevés de ces frais de surveillance que jusqu'au moment où le personnel supplémentaire n'est plus indispensable à la bonne surveillance des entreprises considérées.

ART. 119.

QUESTION. — *La construction des blocs entamée en 1924 et 1925 est-elle actuellement terminée ?*

Le crédit demandé ne devra-t-il pas servir à leur achèvement ?

RÉPONSE. — Les blocs dont la construction a été entamée au début de 1924, sur le budget de 1923, sont terminés.

Les blocs dont la construction a été entamée au début de 1925 sur le budget de 1924, sont sur le point d'être terminés.

Les blocs dont la construction devrait être exécutée sur le budget de 1925 n'ont pu être adjugés, par compression des dépenses.

Le crédit demandé pour 1926 servira à la construction de *quatre nouveaux blocs.*

ART. 120.

QUESTION. — *Pour quel motif les crédits votés précédemment pour les travaux au Camp de Beverloo se sont-ils trouvés insuffisants ?*

La suppression des travaux prévus à Elsenborn n'aura-t-elle pas pour conséquence de placer les troupes dans des conditions hygiéniques défavorables ?

RÉPONSE. — Comme le dit la note à l'appui des prévisions de dépenses, les installations de la distribution d'eau du Camp de Beverloo n'ont pu être achevées avec les crédits votés précédemment, par suite de la hausse du coût de la main d'œuvre et des matériaux.

Il y a lieu de noter que l'estimation du coût des travaux a été faite en 1923.

..

Si la situation financière était meilleure, il serait préférable de ne pas ajourner les travaux prévus à Elsenborn.

L'absence d'un réservoir suffisant oblige, en effet, lors de la présence d'effectifs nombreux, de réserver pour l'alimentation proprement dite des troupes, l'eau dont on dispose et de limiter la consommation, particulièrement pour les installations sanitaires.

ART. 123.

QUESTION. — *Le plan d'utilisation des forts, notamment comme dépôts de munitions, est-il définitivement arrêté ?*

RÉPONSE. — Le plan d'utilisation des forts comme dépôts de munitions est actuellement arrêté.

ART. 129.

QUESTION. — *Quel est le motif pour lequel le Gouvernement envisage un dépôt de munitions à Ploegsteert, sur d'excellents terrains de culture, à plusieurs kilomètres d'un chemin de fer ou d'un tram, alors que l'Etat possède déjà des terrains de moindre qualité, mieux situés à proximité d'Ypres, et où se trouvent déjà des casernements pour les soldats ?*

RÉPONSE. — L'étude de la création d'un dépôt de munitions dans la région de Zonnebeke a été faite en 1920.

L'avant-projet a été établi, mais l'étude de la liaison ferrée du dépôt à la gare de Zonnebeke a relevé que les travaux de terrassement prendraient une grande importance et conduiraient à une dépense de plus de cinq millions pour assurer le nivellement et la construction de plusieurs ouvrages d'art.

Cette dernière considération a amené l'abandon de l'emplacement de Zonnebeke comme dépôt de munitions et la décision de l'érection d'un dépôt à Aertrycke. Ce dernier est presque achevé.

En 1921, le Président de la Commission d'étude de la Base a été chargé de rechercher un emplacement répondant aux conditions exigées pour un troisième dépôt de munitions.

Les études entreprises ont porté sur divers emplacements :

- 1°) le triangle Vlamertinghe, Elverdinghe, Poperinghe;
- 2°) le triangle Canal de l'Yser à Ypres, chemin de fer Ypres-Thourout et le chemin Steenshoek-Langemark;
- 3°) la région Poelcapelle-Passchendaele;
- 4°) la région Langemark-Passchendaele;
- 5°) les bois de Wijnendael.

Les avant-projets ont démontré que la nature du sol et la difficulté des liaisons ferroviaires devaient faire écarter tous ces emplacements et que, d'autre part, de l'avis du Département des Affaires Economiques, il y avait lieu, pour épargner les terrains de culture, de faire choix des bosquets de l'Oosthoek qui correspondent précisément à l'emplacement du triangle Elverdinghe Vlamertinghe-Poperinghe.

Le choix de cet emplacement fut approuvé d'accord avec le Ministre des Affaires Economiques.

L'avant-projet de ce dépôt était établi, le plan parcellaire était dressé et le tracé des voies ferrées était déjà piqueté lorsque en 1923, à l'intervention du Ministère de l'Agriculture, le Premier Ministre créa une Commission interministérielle chargée d'envisager la possibilité de choisir un autre emplacement.

Une réunion à laquelle assistaient le Chef de Cabinet de l'Agriculture et les délégués du Ministère de la Défense Nationale, a eu lieu à Bruges le 24 mai 1923. Il s'agissait d'examiner, d'accord avec les agronomes de la région d'Ypres, s'il n'existait pas de terrains de moindre valeur au point de vue de la culture et qui conviendraient pour l'établissement d'un dépôt de munitions.

La région de Ploegsteert, constituée principalement par un bois en grande partie rasé par la guerre et ayant été occupée, comme camp anglais, semblait pouvoir convenir. Un avant-projet fut établi et soumis à la Commission Interministérielle qui marqua son accord.

Le 13 septembre 1923, le Ministre de l'époque marque son accord pour l'abandon d'Elverdinghe et le choix de Ploegsteert.

Enfin, en août 1925, lorsque le plan parcellaire était complètement établi et que les formalités d'expropriation allaient être accomplies, le Ministre des Affaires Étrangères signale que le Cabinet de Londres manifeste le désir de voir maintenir à leur emplacement les 3 cimetières anglais se trouvant sur le terrain d'assiette du dépôt de Ploegsteert.

En vue de donner satisfaction à la Grande-Bretagne, un remaniement a eu lieu à la suite duquel il a été nécessaire de ramener vers le Sud l'assiette du dépôt et de prendre de ce fait une bande de terrain de culture.

Ces modifications soumises au Ministre de l'Agriculture, ont fait l'objet d'une reconnaissance sur le terrain par un délégué du Ministère de l'Agriculture et de la Défense Nationale.

Cette visite a été suivie d'un rapport justifiant la nécessité d'acquérir au Sud une bande de terrain de culture tout en restituant au Nord une bande plus étendue, mais de moindre valeur.

Enfin, par sa lettre du 25 janvier 1926, le Ministre de l'Agriculture, d'accord avec ses agronomes, se rallie au projet définitif.

Il est à noter que l'emplacement de Ploegsteert est parmi ceux reconnus possibles dans l'ancienne région dévastée, le plus avantageux au point de vue de la faible partie de terrain de culture qu'il englobe.

D'autre part, tenant compte de l'augmentation du coût de la vie et de l'accroissement des salaires et matières premières, les travaux évalués à 5 millions en 1920 pour Zonnebeke exigeraient actuellement de 7 à 8 millions, c'est-à-dire une dépense supérieure à la construction du dépôt lui-même.

De plus, les bois du polygone de Zonnebeke qui étaient terrains militaires contenaient 8 h. 31 a. 72 c. alors que l'assiette d'un dépôt de munitions comprend environ 180 à 200 hectares.

ART. 130.

QUESTION. — *Le Gouvernement a-t-il l'intention de construire des chars de combat ou de les faire construire par la Fonderie Nationale de Canons ?*

RÉPONSE. — Une telle intention n'existe pas jusqu'ici. Il n'est pas prévu d'acquisition de chars de combat en 1926, les modèles existant ne répondant pas encore aux dernières exigences concernant de tels engins, au sujet desquels des études sont en cours.

La justification du crédit demandé à l'article 130 et où il est question de chars de combat, vise seulement l'acquisition éventuelle d'accessoires pour matériels de l'espèce.

Art. 131 et 132.

QUESTION. — *La Commission demande que l'on établisse la ventilation des crédits demandés pour ces deux articles.*

Art. 131.

RÉPONSE. — 73,000 masques anti-gaz (90 francs environ) . . fr.	600,000
200 caissons pour Mi et voitures lourdes (8,000 fr.)	1,600,000
150 fourgons d'infanterie (5,000 fr.)	750,000
Aménagement de caissons pour Mi (légères) (continuation du travail)	500,000
Buffleteries (3,000 équipements à 150 francs)	750,000
Harnais	1,000,000
Ferrures de mobilisation avec clous	100,000
Total. . . . fr.	11,300,000

Art. 132.

Mise au calibre belge de 10,000 carabines 1898 (100 fr.) . fr.	1,000,000
Instruments vérificateurs et balistiques.	20,000
Rechanges et accessoires pour fusils et mitrailleuses.	500,000
Limes diverses.	80,000
20,000 bandes pour mitrailleuses Maxim à 20 francs	400,000
Équipement des ateliers pour fabriquer des mécanismes Maxim	130,000
200.000 cartouches à balle pour expériences à fr. 0.50	100,000
Transformation des fusils-mitrailleurs (3,000 à 200 francs)	1,000,000
Études de la Commission armement, infanterie, cavalerie.	100,000
Montage de carabines modèle 1916.	400,000
Appareils de pointage pour mitrailleuses légères contre avions.	100,000
Total fr.	3,830,000

Art. 135.

QUESTION. — *Ne pourrait-on s'adresser à une université ou à l'industrie privée pour l'établissement de ce laboratoire pour lequel la somme de 60,000 francs paraît devoir être insuffisante?*

RÉPONSE. — Le crédit demandé doit servir uniquement à la construction des bâtiments destinés à abriter les appareils d'une installation semi-industrielle.

A cet effet, on utilise des appareils en matériaux employés dans l'industrie et à une échelle très réduite, permettant toutefois le fonctionnement dans des conditions analogues à celles de la fabrication en grand.

Ces travaux de mise au point d'un procédé industriel particulier n'entrent pas dans le cadre des travaux de laboratoire d'université.

D'autre part, ces essais n'entrent pas non plus dans le champ d'activité ordinaire de nos industriels.

Ils estiment ne pas pouvoir y employer leur personnel et leur temps, parce

qu'ils n'y trouvent ni un intérêt économique immédiat ni aucune perspective de développement pour leur industrie.

ART. 146.

QUESTION. — *Pourrait-on indiquer les garnisons et casernes où ces travaux se feront. Eventuellement établir la ventilation des crédits.*

RÉPONSE. — Les travaux indiqués à la note à l'appui des prévisions de dépenses à l'article 146, devaient être exécutés dans les casernes et garnisons suivantes : les montants des dépenses qui étaient prévues sont indiqués entre parenthèses :

a) Installation de l'éclairage électrique dans quatre casernes et dans la partie construite de deux autres.

Caserne des Récollets à Tirlemont (fr. 160,000)

Caserne Herekenrode.

Caserne Colonel Dusart.

Caserne des Dames Blanches à Hasselt (fr. 100,000)

Partie construite de la caserne de Spa (fr. 40,000)

Partie en construction de la caserne d'Hoogboom. (fr. 10,000)

b) Construction de deux stands tunnels à Mons et Hasselt (fr. 850,000)

c) Achèvement de l'équipement du champ de tir du camp de Beverloo (fr. 300,000)

d) Construction de deux portiques de gymnastique, l'un à Eupen et l'autre à Malmédy (fr. 40,000)

Mais les travaux des a, b et d, seront modifiés du fait que les suivants, prévus comme devant être exécutés sur le budget de 1925, n'ont pu l'être par compression des dépenses.

Stands tunnels de Liège, Namur, Charleroi (fr. 1.300,000)

Niche de tir de Malmédy (fr. 80,000)

Sous réserve des observations ci-dessus, l'ensemble du Budget extraordinaire à été adopté par neuf voix et trois abstentions.

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

M. HALLET.

(N^o 233.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1926.

Begrooting DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1926 biedt, in vergelijking met die der vorige jaren, een grondig onderscheid aan. De wetgevende vergadering heeft den wensch uitgedrukt in een enkele en zelfde begrooting vereenigd te zien de eigenlijk gezegde buitengewone uitgaven en de uitgaven, veroorzaakt door de verevening der oorlogsperiode, welke eertijds een bijzondere begrooting uitmaakte, gezegd : der verhaalbare uitgaven.

De eigenlijk gezegde ontvangsten en de uitgaven ten titel van oorlogsschadevergoëding zijn op evenwijdige wijze, in deze Begrooting, behandeld geworden.

Deze omvat dus twee duidelijk afgescheiden afdeelingen :

(1) Begrooting, n^o 4-xvii.

Amendementen, n^{os} 122, 129, 142.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit :

1^o De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de*

Dit verslag n^o 233, werd rondgedeeld op 17 april 1926.
(Art. 1 van het besluit der Kamer, betreffende het onderzoek der begrotingen).

lyne (Aug.),
page, Hoen,
e, Wauwer-
m, Brussel-

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1926.

Begrooting DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1926 biedt, in vergelijking met die der vorige jaren, een grondig onderscheid aan. De wetgevende vergadering heeft den wensch uitgedrukt in een enkele en zelfde begrooting vereenigd te zien de eigenlijk gezegde buitengewone uitgaven en de uitgaven, veroorzaakt door de verevening der oorlogsperiode, welke certijds een bijzondere begrooting uitmaakte, gezegd : der verhaalbare uitgaven.

De eigenlijk gezegde ontvangsten en de uitgaven ten titel van oorlogsschadevergoeding zijn op evenwijdige wijze, in deze Begrooting, behandeld geworden.

Deze omvat dus twee duidelijk afgescheiden afdeelingen :

(1) Begrooting, n^o 4-xvii.

Amendementen, n^os 122, 129, 142.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit :

1^o De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen*: de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Aug.), Debuinne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Lepage, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Aekere, Wauwer-

mans.

2^o Zes leden door de *Afdeelingen* benoemd : de heeren Van Caeuwegem, Brusselmans, Piérard, Somerhausen, Baels, Heyman.

1° *Eigelijk gezegde buitengewone uitgaven.*

MINISTERIËN	Credieten voor 1925 aangenomen (met inbegrip van de bijkomende credieten .	Credieten voor 1926 voorgesteld.	Verschillen	
			Ver- hoogingen.	Verminderingen.
Justitie	1,495,000	1,105,000	»	90,000,
Buitenlandsche Zaken . .	300,000	»	»	300,000
Binnel. Zaken en Volksg.	7,800,000	7,300,000	»	500,000
Wetenschapp ^{en} en Kunsten	28,099,895	18,244,450	»	9,855,000
Landbouw	1,867,000	600,000	»	1,267,000
Openbare Werken	237,072,236	206,553,000	»	30,519,236
Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg .	3,910,000	4,341,000	431,000	»
Landsverdediging	136,253,000	85,936,500	»	50,316,500
Financiën	196,214,559	10,500,000	»	185,714,559
Totaal	612,711,690	334,579,950	431,000	278,562,740
		Vermindering .		278,431,740

Achtereenvolgende amendementen, door de Regeering in Januari l. l. ingediend, hebben die bedragen gewijzigd (zie : *Gedrukte Stukken*, n° 1, 122, 129 en 142).

Zij omvatten de onderstaande verminderings van uitgaven :

Ministerie van Justitie	fr.	580,000
» van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid		2,000,000
» van Wetenschappen en Kunsten		2,200,000
» van Openbare Werken		25,765,000
» van Landsverdediging		18,130,000
	Fr.	48,675,000

In de Algemeene Toelichting (*Gedrukt Stuk*, n° 4), had de Regeering haar inzicht doen kennen van op de begroting voor 1926 slechts de « credieten te behouden voor onvermijdbare uitgaven. Zij begrijpen geen enkel crediet voor een belangrijke nieuwe uitgave. De aangevraagde bedragen moeten vooral dienen om de in gang zijnde werken te voltooien, van dewelke men onmogelijk zou kunnen afzien ».

De financiële toestand van het land heeft de Regeering er toe genoopt op te sporen of, met die politiek met nog meer gestrengheid door te voeren, zij geen nieuwe credietverminderingen zou kunnen voorstellen.

Daaraan zijn de bovenvermelde belangrijke amendementen te danken. Zij betreffen menigvuldige artikelen van de Buitengewone begroting. Verder, in het verslag, zal men er de omstandige opgave van vinden Elk der geamendeerde artikelen zal er afzonderlijk worden onderzocht.

De ramp wegens de onlangs overkomen overstromingen, de noodzakelijkheid van zooveel mogelijk den terugkeer van dergelijke teistering te voorkomen, rechtvaardigen de enkele verhoogingen welke de Regeering voorstelt. Deze

betreffen het Departement van Openbare Werken. Deze verhoogingen bereiken de som van 5,180,000 frank.

De voor dit begrootingshoofdstuk aangevraagde credieten bedragen dus :

Primitieve Begrooting	fr. 334,579,950
Voorgestelde verminderingen	48,675,000
	Fr. 285,904,950
Voorgestelde verhooging	fr. 5,180,000
	Fr. 291,084,950

Zijnde eene vermindering van 321,626,740 frank, in vergelijking met het dienstjaar 1925.

2^o Niet bestendige uitgaven betreffende de schadevergoeding.

Dit hoofdstuk van de Begrooting voor 1926 omvat de uitgaven welke in de vorige Begrootingen genoemd werden : *Verhaalbare Uitgaven*.

De aangevraagde credieten doen zich voor als volgt :

MINISTERIËN	Credieten voor 1925 aangenomen (met inbegrip van de bijkomende credieten).	Credieten voor 1926 voorgesteld.	Verschillen	
			Verhoogingen.	Verminderingen.
Justitie	1,599,139	754,000	»	845,139
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.	7,500,000	6,900,000	»	600,000
Landbouw	5,660,000	4,260,000	»	1,400,000
Openbare Werken	31,045,600	10,228,600	»	20,817,000
Landsverdediging	107,298,552	3,866,755	»	103,431,797
Financiën	8,103,087	5,912,890	»	2,190,197
Economische Zaken . . .	627,339,241	580,924,781	»	46,414,460
Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen.	140,488,400	46,407,118	»	94,081,282
Te zamen	929,034,019	659,254,144	»	269,779,875
			Vermindering.	269,779,875

Bij wege van amendement, stelt de Regceering de volgende verminderingen voor :

Ministerie van Justitie	fr. 234,000
— Openbare Werken	3,214,500
— Landsverdediging	1,080,000
— Financiën	2,600,000
Te zamen	fr. 7,128,500

Daardoor wordt het beloop voor de van dit begrootingshoofdstuk, voor 1926, aangevraagde credieten teruggebracht op het gezamenlijk bedrag van 652,125,644 frank, in vermindering met 276,908,375 frank op het vorige dienstjaar.

3^o *Buitengewone ontvangsten.*

Bedrag door de Regeering voorgesteld voor de raming der ontvangsten van 1926 : 148,879,500 frank.

4^o *Inkomsten voor Schadevergoeding.*

De Regeering, had in 't eerst, voorgesteld tot raming van de ontvangsten in 1926, het bedrag van : 525,195,000 frank.

Bij een amendement, ingediend op 26 Januari j.l. (Gedr. St. n^r 142), heeft de Regeering voorgesteld de raming der ontvangsten, bij artikel 16 (Opbrengst van de Deutsche leveringen in natura en Deutsche stortingen in specie-saldo van het Dawes-plan) te brengen van 256,000,000 op 456,000,000 frank. Deze verhooging vloeit voort uit de overdracht op de Buitengewone Begrooting (ontvangsten van schadevergoeding) van eene som van 200,000,000 frank, welke vroeger op de Gewone Begrooting was uitgetrokken. De geheele annuïteit van het Dawes-plan, voor 1926 te onvangen, blijft dus aan de Buitengewone Begrooting verworven. De Regeering heeft over deze overdracht uitleggingen gegeven in het *Parlementair Stuk*, n^r 61. Daar deze quaestie door het Parlement werd besproken in dit zittingsjaar, meenen wij daarop niet meer te moeten terugkeeren.

Het totaal van de op de Buitengewone Begrooting voorziene ontvangsten (rekening der schadevergoedingen) moet dus gebracht worden op 725 miljoen 195,000 frank.

Uit de boven aangehaalde cijfers blijkt, dat de Begrooting der eigenlijk gezegde buitengewone ontvangsten en uitgaven een tekort oplevert van 142,205,450 fr.

Daarentegen, kenmerkt zich de Begrooting der Schadevergoedingen, dit jaar, door een te goed van 73,069,356 frank.

ALGEMEENE BEMERKINGEN.

Men kan niet anders dan de inzichten toejuichen, welke de Regeering heeft doen blijken. Meer dan ooit, dringen de huidige omstandigheden een politiek op van strenge bezuiniging, een kostbare medewerker, zoo niet onontbeerlijke voorwaarde, voor het welslagen van het uitgebreide muntsaneeringsplan, waarvan de Minister van Financiën het initiatief heeft genomen. De Kamers hebben deze ontwerpen met een zeer groote meerderheid aangenomen; in dezelfde gevoelens, hebben de afdeelingen en de bijzondere Commissie de bezuinigingspolitiek goedgekeurd, welke door de Buitengewone Begrooting trouw wordt weerkaatst.

Doch, indien de overeenstemming volledig is op het princip, vergen de modaliteiten van dezes verwezenlijking enkele bedenkingen.

Men dient uitdrukkelijk een onderscheid te maken tusschen de uitgaven van loutere weelde, of die van enkele verfraaiing welke moeten afgewezen worden of, ten minste, uitgesteld tot betere tijden, en de noodzakelijke uitgaven.

Onder de noodzakelijke uitgaven, zijn er welke niet zouden kunnen uitgesteld worden zonder het land te schaden in zijn intellectueele en zedelijke ontwikkeling of zonder de veiligheid van het grondgebied in gevaar te brengen, doch die, uit zuiver financieel oogpunt, een last zonder eene in munt omzetbare vergoeding vertegenwoordigen. Onder deze laatste worden inzonderheid de uitgaven gerangschikt behorende tot het Departement van Wetenschappen en Kunsten en het Departement van Landsverdediging.

De Staat heeft tot plicht dien last op zich te nemen, doch het behoort hem

ook te handelen met de strengste zuinigheid. In dit opzicht, zouden vele methoden kunnen gewijzigd worden.

Een lange ervaring laat toe te beweren dat de Staat een slechte bouw-eigenaar is.

De door hem ondernomen bouwwerken zijn meestal zeer kostelijk, de bestekken worden ruim overschreden en de gebouwde lokalen zijn niet steeds geschikt voor hunne bestemming, ondanks het zeer hoog cijfer der honoraria- en der toezicht kosten.

De Middenafdeeling heeft gemeend dat het noodig was dien toestand onder de oogen van de Regeering te brengen. Dit misbruik, dat voorzeker reeds vóór den oorlog bestond, moet des te heviger worden tegengewerkt, daar bouwen meer kostelijk en de Staatskas meer belast is geworden.

Wellicht ware het noodig gansch den dienst van de Staatsgebouwen onder een eenige leiding te brengen, en aan de rechtstreeks betrokken departementen slechts raadplegende stem te laten.

De instelling van een dergelijken dienst zou mede als heilzaam gevolg hebben, van een practische verdeeling te verzekeren der bestaande gebouwen onder de onderscheiden diensten van den Staat.

In dit opzicht is het nuttig er op te wijzen, dat talrijke militaire gebouwen beschikbaar kunnen komen wegens de vermindering van het getal regimenten, het declassceeren van zekere vestingen, de garnizoensverplaatsingen door 's Lands verdediging opgelegd. Op die wijze, zouden menige Staatsdiensten met weinig onkosten kunnen worden ondergebracht, of ten minste op meer zuinige wijze dan wanneer men nieuwe gebouwen oprichtte. Het ware trouwens zich bedriegen, moest men meenen dat die altijd zoo volmaakt geschikt zijn voor hun doeleinden, dat hun benuttingswaarde de millioenen vergoedt welke zij gekost hebben.

De centralisatie van den dienst der bouwkundigen en der toezichters zou ook toelaten zich, in vele gevallen, de medewerking te sparen van aan het beheer vreemd zijnde specialiteiten wier honoraria vaak zeer hoog oploopen.

De Middenafdeeling meent, dienaangaande, op een gansch bijzondere wijze de aandacht van de Kamer te moeten vestigen op de betaalbaar gestelde uitgaven voor den bouw van normaalscholen.

Het gaat hier niet om het beginsel dezer bouwwerken te betwisten. Doch de cijfers welke men ons onderwerpt zijn werkelijk van indrukwekkenden aard :

Normaalscholen. — Lier.	Geheele voorziene uitgave : fr.	9,300,000
Blankenberge.	—	6,500,000
Nijvel.	—	10,000,000
Aarlen.	—	12,250,000
Virton.	—	1,200,000
Laken.	—	888,600
Onderscheidene.	—	6,000,000
Te zamen.		fr. 46,138,600

Ten aanzien van deze aanzienlijke uitgave, heeft de Bijzondere Commissie gemeend haar onderzoek te moeten doorzetten. Om zich te documenteeren, werden de werken ondernomen voor de normaalschool, te Nijvel, aan een grondig onderzoek onderworpen.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten heeft aan de Bijzondere Commissie

omstandig het bedrag der reeds uitgevoerde werken en dat van de nog voorziene werken tot voltooiing van deze onderwijsinrichting willen mededeelen :

Staatsnormaalschool, te Nijvel.

« 1^o Kosten van het terrein waarop de nieuwe normaalschool wordt gebouwd fr. 140,577.20

» 2^o Aantal leerlingen :

a) Einde Januari 1920 (vóór den brand).	. inwonend :	88
» » »	. uitwonend :	30
		118
b) Op 15 Maart 1926	. inwonend :	58
— — — — —	. uitwonend :	58
		116

» 3^o De nieuwe school is ingericht voor 180 inwonende leerlingen;

» 4^o De voornamete toewijzing, ten bedrage van 7,418,398 frank, omvat de uitvoering van den algemeenen aanleg van het gebouw en de voltooiing (sleutels op de deuren) ;

» 5^o Bedrag van de bijkomende werken, uitgevoerd namelijk voor fundeeringen, wegens de slechte hoedanigheid van den grond fr. 344,824

» 6^o Bedragen voorzien voor de volledige afwerking van het gesticht :

a) Centraalverwarming, eigenlijke installatie	800,000
— verplaatsing van de stookplaats	212,000
b) Electriciteit	160,000
c) Binnenschildering (inzonderheid voor de woonhuizen, de eetzaal, enz.)	50,000
d) Meubilering, keukens, laboratoria, enz.	520,000
e) Allerlei, onvoorziene uitgaven	30,000
f) Tuinen en open binnenplaatsen	10,000
g) Honoraria van den bouwkundige — voor de algemeene aanneming, de honoraria zijn in het forfait begrepen — voor de voltooiingswerken, kan men eene som voorzien van ongeveer.	38,000

Wij hopen, zonder te durven veronderstellen dat onze wensch zal verwezenlijkt worden, dat de kosten van de voltooiingswerken van deze inrichting zouden blijven binnen bovenstaande perken, doch — zelfs na een vlug bezoek der plaatsen — kan men zich niet nalaten te denken dat het nagestreefde doel met minder kosten had kunnen bereikt worden.

Het is niet zeker dat het maximum 180 leerlingen, voorzien voor de inrichting der lokalen, ooit zal bereikt worden. Dit cijfer is nooit bereikt geworden vóór het afbranden van dit gesticht.

Indien men nagaat dat de verwarming van die lokalen een immobilisatie veroorzaakt van meer dan 1 miljoen voor inrichtingskosten, en een jaarlijksch onderhoud vergt geraamd op meer dan 250.000 frank, vraagt men zich af of die onderneming wel in een geest van wijze bezuiniging is gedreven geworden.

Het schijnt dat die installatiën zijn opgevat geworden zonder de minste bezorgdheid voor 's Lands geldelijke belangen, hetgeen te betreuren valt in de tijden van financiële bekrompenheid welke wij doorworstelen. Is het wel noodig ieder van onze normaalscholen tot een grootsch monument te maken door zijne

afmetingen en door de weelderigheid van den bouw? Aan sommige lokalen werd een overdreven ruimte gegeven. Andere schijnen volslagen overbodig te zijn.

Bovendien, schijnt het niet dat de Normaalschool van Nijvel een model zij in paedagogisch opzicht. Het onderwijs en, vooral het toezicht, zullen er niet kunnen verzekerd worden dan in voorwaarden die weinig doelmatig zullen zijn en die, in ieder geval, een vermeerdering van personeel zullen noodig maken.

Een grondiger en uitgebreider onderzoek zou wellicht tot een vermindering van uitgaven leiden in de in aanbouw zijnde scholen van dergelijken aard en zou de herhaling van zulke missingen kunnen voorkomen of beletten.

*
* *

Onder de noodzakelijke uitgaven, zijn er die productief moeten zijn en wier opbrengst den interest en de amortisatie van de belegde kapitalen kan dekken; wellicht mag men zelfs aanzienlijke winst in geld verwachten, onverminderd de vergrooting van het openbaar vermogen waarvan deze werken de bron uitmaken.

In een goed beheer, mogen zulke uitgaven alleen worden gedekt door de leening; bovendien kan eene op handige wijze aangegane en met wijsheid aangewende leening eene bron van rijkdom zijn voor het publiek en voor den Staat.

De inkrimping van de geldmarkt moet de volmaking van onze economische bewerktuiging niet vertragen; het zou eene slechte politiek zijn. Verscheidene leden van de bijzondere Commissie wenschen dat de Staat een gunstig gevolg geve aan de aanbiedingen van de private nijverheid.

Deze zou de kapitalen aanbrengen waarover de Staat voor het oogenblik niet beschikt. De wederinkoop van de in deze voorwaarden verleende concessies zou kunnen voorzien worden in de overeenkomst, teneinde aan de Natie toe te laten in betere tijden, die wij allen verhopan, weder het volle bezit van haren eigendom terug te nemen. Het land mag niet van eene bron van rijkdom beroofd zijn omdat er thans geen publiek geld beschikbaar is.

In deze categorie zou men misschien de verwezenlijking van de tunnel onder de Schelde, te Antwerpen en van de automobielbaan Brussel-Antwerpen kunnen rangschikken.

Aan de Regeering werd gevraagd welke hare inzichten waren betreffende deze twee werken, waarvan de hoogdringendheid werd in het licht gesteld tijdens de besprekingen in de bijzondere Commissie; zij verstrekke de hierna volgende inlichtingen :

1° Het Departement van Openbare Werken is zinnens te zorgen voor de aanbesteding bij wege van een prijskamp, van de werken tot het aanleggen van de tunnel onder de Schelde, te Antwerpen, zoodra het over de noodige credieten zal beschikken. De stukken betreffende deze aanbesteding worden opgemaakt.

Het Departement zal insgelijks elk ernstig aanbod onderzoeken dat door een maatschappij tot het bouwen van deze tunnel zou gedaan worden. In afwachting dat de tunnel gebouwd worde, zou men de brug van Cruybeke-Hoboken kunnen bouwen. De stukken voor de aanbesteding van deze onderneming zijn insgelijks klaar. Het Departement zal tot de aanbesteding overgaan zoodra het over de noodige credieten zal beschikken.

2° Aan het Ministerie van Openbare Werken kwam tot hiertoe geen bepaald aanbod toe voor de aanlegging van de baan Brussel-Antwerpen.

Zekere private personen hebben de voor de studie van dit werk noodige inlichtingen gevraagd en bekomen; het geldt hier echter voorafgaandelijke besprekingen die geen besluit mogelijk maken.

Zoo de private nijverheid zich niet met de zaak bezighoudt, is het weinig waarschijnlijk dat de Staat de toekomstige verwezenlijking van het aangenomen programma te gemoet kunne zien, daar de vermoedelijke uitgave zwaar is en er in het aanleggen van nieuwe wegen beperkingen worden opgelegd.

. . .

Het vraagstuk van de koolmijnkanalen, in Limburg, en de verbindingskanalen Antwerpen-Luik heeft stellig een nog grooter belang.

Men zal met belangstelling kennis nemen van de antwoorden die de Minister van Openbare Werken aan de Bijzondere Commissie verstrekt heeft betreffende de hem gestelde vragen.

EERSTE VRAAG. — Hoe ver staan de werken van de Bijzondere Commissie in 1923 opgericht voor de studie der kanalen?

ANTWOORD. — De vordering van het studiewerk der Commissie die belast is met het onderzoek van het vraagstuk betreffende het graven van een verbindingskanaal tusschen Antwerpen en Luik en, in de tweede plaats, met het onderzoek van het vraagstuk aangaande het aanleggen van een kanaal Antwerpen-Rijn, doet zich voor als volgt :

Wat betreft het nieuw kanaal Antwerpen-Luik, heeft de Commissie eene stemming uitgebracht betreffende de afmetingen van de afleidingsgracht in loopend profiel, van de luchtruimte die onder de vaste bruggen moet bestaan, van de breedte der wallen, van de sluizen, van de vlak- en lengteprofielteekening, tusschen Quaedmechelen en Antwerpen. Zij heeft den doortocht bestudeert, hetzij door eene tunnel, hetzij door eene loopgraaf, van den heuvelkam die Maas en Jeker scheiden, alsmede het zeer belangrijke vraagstuk van de waterbevoorrading van dezen verbindingsweg.

De Commissie heeft zich tot hiertoe niet uitgesproken over het plan van het gedeelte van het nieuwe kanaal tusschen Luik en Quaedmechelen; de studies dienaangaande ondergingen eene zekere vertraging wegens de noodzakelijkheid om boringen te ondernemen in de streek van Eigenbilsen, ten einde den aard van den ondergrond te onderzoeken; de geologische dienst bezat daarover slechts zeer onvolledige inlichtingen.

De Commissie moet hare meening nog zeggen over het plan dat moet verwezenlijkt worden tusschen Luik en Quaedmechelen en uitspraak doen over de oplossing die moet aangenomen worden -- een rechtstreeksch kanaal dat door de Limburgsche koolstreek zou aangelegd worden of verbetering en verbreding van de kanalen die thans tusschen Luik en Antwerpen bestaan.

Binnen een paar maanden, zal de Commissie hare definitieve besluiten overgelegd hebben.

Betreffende het kanaal Antwerpen-Rijn en het kanaal Antwerpen-Moerdijk, heeft de Commissie de volgende motie aangenomen :

« De Commissie drukt de meening uit, dat er aanleiding bestaat om, zonder te verzaken aan de rechten die in de art. 358 en 361 van het Verdrag van Versailles aan België toegekend worden, het aanleggen in den kortst mogelijken tijd van een kanaal tusschen Antwerpen en den Moerdijk voort te zetten. Het nieuwe kanaal zal de noodige afmetingen bezitten om den doortocht toe te laten van de grootste schepen die den Rijn bevaren. Het zal uitmonden in de Antwerpsche dokken zonder uitsluiting van een rechtstreeksche uitmonding in de Schelde zoo de noodzakelijkheid daarvan wordt erkend. »

2^{de} VRAAG. — Wat zal dit kosten ? — Hoe lang zullen de uitvoeringswerken vermoedelijk duren ?

ANTWOORD. — De Commissie heeft haar advies nog niet gegeven betreffende het plan van het nieuwe kanaal Antwerpen-Luik en zij kan dienvolgens de kosten van het aanleggen van dien waterweg niet schatten.

Zij heeft de schatting opgemaakt van de uitgave die door de uitvoering der onderscheidene voorgelegde ontwerpen voor dit kanaal zou veroorzaakt worden ; haar werk werd vertraagd door dat verscheidene indieners van ontwerpen hunne vroegere inzichten sterk gewijzigd hebben ; sommigen hebben ten slotte geheel nieuwe ontwerpen voorgelegd.

Ziehier de lijst der ontwerpen die voorbehouden werden en het bedrag der schattingen :

a) ontwerp van den heer Van Wetter, over Nederland . . . fr.	387,700,000
rondom de Maastrichtsche enclave	444,800,000
b) ontwerp bestudeerd door den heer Glaudot	530,500,000
c) ontwerp van den heer Van Caenegem, over Nederland . . .	545,800,000
rondom de Maastrichtsche enclave	596,700,000
d) ontwerp van den heer Fontaine	660,700,000
e) ontwerp van den heer Vrancken	800,000,000

Het kanaal Antwerpen-Moerdijk zal voor een groot deel gegraven worden op Nederlandsch grondgebied ; voor den bouw daarvan zal dus vooraf een overeenkomst met Nederland noodig zijn. Anderzijds, werd de verbinding van dit kanaal met de bestaande dokken nog niet onderzocht. De Commissie heeft dienvolgens de benaderende kosten van dien waterweg niet kunnen vaststellen.

3^{de} VRAAG. — Ligt de verbinding Kempen-Vilvoorde ter studie?

ANTWOORD. — Daar de Commissie belast was met het onderzoek van het vraagstuk van het aanleggen van een kanaal bestemd om Antwerpen met Luik te verbinden, en in bijkomende orde met het vraagstuk van het bouwen van het kanaal Antwerpen-Rijn, viel het onderzoek van de verbinding Kempen-Vilvoorde buiten hare bevoegdheid en zij heeft dus de kosten daarvan niet opgemaakt.

4^{de} VRAAG. — Heeft de Commissie het vraagstuk onderzocht van de verbetering van het verbindingskanaal « Antwerpen-Turnhout-Bocholt-Luik » met het oog vooral op de Limburgsche kolenmijnen ?

ANTWOORD. — Daar de Commissie geen uitspraak gedaan heeft over de aan te nemen lijn, heeft zij nog geen advies uitgebracht over het vraagstuk, te weten of de verbetering en de verbreding van het verbindingskanaal « Antwerpen-Turnhout-Bocholt-Luik » het vraagstuk van het koolmijnkanaal oplost. Volgens de verklaringen van den vertegenwoordiger der Vereeniging van de Limburgsche koolmijnen, geeft deze oplossing geene voldoening aan de Limburgsche koolmijnen.

De kosten van deze werken (ontwerp van den heer Van Wetter) worden geschat op 387,769,983 frank of 444,858,325 frank, naar gelang men al of niet gaat door de enclave van Maastricht.

De Bijzondere Commissie dringt er op aan, dat de Regeering alles in het werk zou stellen om deze studiën te bespoedigen en zoodra mogelijk tot de uitvoering

over te gaan van deze werken, welke zij beschouwt als van hoofdzakelijk belang voor de welvaart van het land.

De mogelijkheid van de medehulp van de privaat-industrie kan niet *a priori* en zonder ernstig onderzoek uitgesloten worden, vooral in dit geval.

*
* *

Een lid van de Middenafdeeling verlangde de inzichten van de Regeering te kennen in zake de werken uit te voeren aan de Museums van het Jubelpark. Daarover ondervraagt heeft de Minister van Openbare Werken ons volgend antwoord willen geven :

» Sedert eenigen tijd reeds denkt de Regeering aan het bouwen van het grof werk van de verbindingsgalerij, bestemd om de nieuwe gebouwen van de Nerviers-laan te verbinden met de Museums van den linkervleugel.

» a) Inschrijving, op de begrooting voor 1925, van een crediet van 3 miljoen frank (art. 51 van de buitengewone begrooting).

» b) Voorgestelde inschrijvingen, op het begrootingsontwerp voor 1926, van de volgende credieten :

» 1. — 2,000,000 frank voor de voltooiing van voornoemde verbindingsgalerij.

» 2. — 4,500,000 frank voor het optrekken van de definitieve gebouwen op de plaats van de tegenwoordige lokalen genoemd « Ronde Galerij, driehoekige koer, hall van het oud schoolmuseum, zaal Titeca ».

» Met dit laatste crediet, zou men het eerste deel van het programma door baron Ruzette vastgesteld moeten kunnen uitvoeren.

» De nota tot staving van de begrootingsvoorstellen voor 1926 wees er op, dat het Bestuur, indien dit crediet werd geweigerd, niet verantwoordelijk kon zijn voor het behoud van den tegenwoordigen toestand der Museums. Zij voegde er bij, dat die toestand herhaaldelijk voor de Kamer was in 't licht gesteld en dat door baron Ruzette de verbintenis was aangegaan daarin verbetering te brengen.

» Het programma, waarvan hooger sprake is en dat het samenbrengen beoogde van de Museums in den linkervleugel van het Jubelpark, was uiteengezet geworden in de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers d.d. 28 Mei 1924. Dit programma, waarvan de uitvoering eene uitgave zou medebrengen van 42,500,000 frank, moest verwezenlijkt worden binnen een tijdperk van tien jaar.

» Het crediet dat moest aangevraagd worden voor 1927 zou 1,500,000 frank bedragen (uitvoering van het tweede deel van het programma).

» Het Bestuur had dus de noodige maatregelen getroffen voor de uitvoering van de noodige werken, en reeds in 1925 was het Beheer van de Burgerlijke gebouwen in bezit van de drukproef van het lastenkohier voor het grof werk van de verbindingsgalerij, en de aanbesteding der werken was zelfs reeds aangekondigd, toen de onderrichtingen van den Minister van Financiën, den heer Janssen, verschenen om er geen verder gevolg aan te geven.

» Daar het grof werk niet werd uitgevoerd, moest natuurlijk het crediet, voorzien voor de verdere voltooiing, wegvallen.

» Gelijkaardige onderrichtingen werden gegeven voor het eerste deel van het samenbrengen der Museums in den linkervleugel van het Jubelpark.

» Het is dus ten gevolge van de inkrimping der uitgaven, opgelegd door den economischen toestand van het land, dat het Bestuur heeft moeten afzien van de

maatregelen die zij wilde treffen voor de uitvoering van de werken tot verbetering van de Museums. Daardoor is het niet mogelijk een datum vast te stellen voor de uitvoering van voornoemde werken. »

Het lid, dat de vraag had opgeworpen, heeft verklaard dat hij zich neerlegde bij deze beschouwingen van financieelen aard die, ondanks de verbintenissen aangaan door baron Ruzette en eendoor de Kamer eenparig aangenomen dagorde, het wegvallen van de credieten voorzien voor 1925 en 1926 hebben gebillijkt. Maar hij vraagt dat, zonder kostbare bouwwerken aan te vangen, toch de tijdelijke gebouwen zouden afgebroken worden die een doorlopend brandgevaar bieden voor de prachtige verzamelingen van de Museums van het Jubelpark. Men zou ten andere in den verkoop van de afbraakmaterialen een deel van de kosten kunnen terug vinden.

*
* *

De ophooging en de gezondheidswerken in de lage gedeelten der oevergemeenten van de Maas zijn van nog veel dringenderen aard dan de beschermingswerken tegen het eventueel wassen van het water. De spoedige uitvoering van deze werken zal veel bijdragen om den normalen gezondheidstoestand te herstellen in sommige door den watersnood verwoeste streken.

De Minister van Binnenlandse Zaken was zoo goed ons daaromtrent de navolgende inlichtingen te verschaffen :

Brussel, 3 April 1926.

« Ik heb de eer U te laten weten dat het onderzoek van de middelen om de ophooging van de lage gedeelten van de oevergemeenten van de Maas te verzekeren, wordt voortgezet.

» Een voor-ontwerp voor deze werken, opgemaakt door den heer ingenieur Biefnot, werd onderworpen aan het onderzoek van eene technische Commissie die haar verslag aan de Regeering heeft overgelegd.

» De werken voor het ophoogen en het pompen hangen hoofdzakelijk af van de schikkingen die zullen worden genomen door het Departement van Openbare Werken voor het normaliseeren en het bedijken van de Maas. Het onderzoek van het vraagstuk wordt dus meer in 't bijzonder door dit Departement voortgezet.

» Zoodra een definitief ontwerp zal goedgekeurd zijn, zal de Minister van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid, die overigens slechts kan tusschenkomen door toelagen, het uittrekken van de noodige credieten op de buitengewone begrooting vragen, zooals hij ten andere onlangs reeds gedaan heeft voor de rioolwerken stroomafwaarts van Luik. »

ROLIN-JAEQUEMYS.

. . .

De Commissie heeft meer in het bijzonder de begrooting van het Herstel onderzocht, en heeft gemeend aan den Minister van Landbouw, die onder zijn bestuur de diensten van de Economische Zaken heeft behouden, de volgende twee vragen te moeten stellen, waarvan het belang niet aan de Kamer zal ontsnappen :

EERSTE VRAAG. — *Is men voornemens de rechtbanken en hoven voor oorlogsschade af te schaffen?*

Het opheffen van de rechtbanken voor oorlogsschade wordt geleidelijk voortgezet en geschiedt zoodra het getal aanvragen tot schadeboosstelling, die in een

rechterlijk arrondissement nog overblijven, niet meer het behoud van eene bijzondere rechtbank vergt.

Die maatregel werd toegepast :

te Tongeren, 31 October 1924 ;

te Marche, 31 December 1924 ;

te Turnhout, 28 Februari 1925 ;

te Hasselt, 31 Maart 1925 ;

te Veurne, 31 October 1925 ;

te Hoei, 31 October 1925 ;

te Nijvel, 31 October 1925 ;

te Neufchâteau, 31 December 1925.

Hetzelfde zal gedaan worden op 31 Maart voor Aarlen en Verviers; voor Mechelen op 1 Mei; vóór 1 October 1926 komen Antwerpen, Brugge, Charleroi, Kortrijk, Dinant, Bergen, Namen en Audenaarde aan de beurt; vóór 1 Januari 1927 : Leuven, Dendermonde en Doornik.

Wat betreft *Brussel, Gent, Luik en Ieperen*, zal men aan de opheffing niet kunnen denken vóór het einde van het volgend jaar.

2^{de} VRAAG. — *Zouden de gewone rechtbanken niet kunnen belast worden met het vereffenen van de hangende zaken?*

Eene proeve werd in dien zin gedaan te Hasselt, Marche, Turnhout en Tongeren, maar het overbrengen van de attributiën der rechtbanken voor oorlogsschade naar de rechtbanken van eersten aanleg heeft aanleiding gegeven tot talrijke moeilijkheden. Deze hebben ten andere artikel 4 van de wet van 8 Augustus 1925 gebillijkt, welke de begroting omvat, voor het dienstjaar 1925, van de verhaalbare uitgaven in uitvoering van de vredesverdragen.

Krachtens deze wetsbepaling, kan de Koning, in geval van opheffing van eene rechtbank voor oorlogsschade, de attributiën van deze rechtbank overbrengen op eene andere rechtbank voor oorlogsschade in het rechtsgebied van hetzelfde Hof.

De Memorie van Toelichting bij het ontwerp van deze bepaling zegt namelijk :

» Er zijn arrondissementen waar het geringe getal der zaken die nog eene regeling wachten, het behoud van de geheele bijzondere inrichting voor oorlogsschade niet meer noodwendig maakt en er toe doet besluiten die zaken aan de Parketten en Burgerlijke rechtbanken over te maken.

» Onder de zaken die deze te onderzoeken hebben, hoe weinig talrijk zij ook wezen, zijn er steeds waarvoor het onderzoek ten deele gedaan is en andere die nog redelijk lange instructiearbeid noodzakelijk maken. Er kan in deze gevallen geen sprake van zijn, voor een zoo gering aantal dossiers, de geheele inrichting te behouden van het Staatscommissariaat en van de Rechtbank voor Oorlogsschade, met de voor de Schatkist tamelijk zware lasten die daaruit voortvloeien.

« Anderzijds, zullen de burgerlijke rechtbanken, die meestal met werk overstelpt zijn, niet zonder moeite de massa bijzondere zaken moeten regelen die hunne rol, gedurende een tamelijk lang tijdsverloop, zullen komen belemmeren.

» Daar er voor de leden van de gewone rechtbanken bovendien geene aanleiding bestaat om bij de uitoefening van hun normaal ambt, de principes te bestudeeren die het herstel van de oorlogsschade beheerschen, zullen zij bezwaarlijk op spoedige wijze de geschillen kunnen uitwijzen die voor hen gebracht worden.

» Derhalve bleek het nuttig aan de Regeering, de machtiging te verleene om in dergelijk geval te beslissen of de zaken die bij de afschaffing van de bijzondere rechtbank in een arrondissement nog te behandelen zijn, moeten voor eene burgerlijke rechtbank of voor eene andere rechtbank voor oorlogsschade gebracht worden ».

Er dient bemerkt te worden dat, wegens de vorenvermelde moeilijkheden, de bevoegdheid der rechtbanken voor oorlogsschade, te Hasselt, Marche, Tongeren en Turnhout, eerst aan de gewone rechtbanken, later echter aan eene rechtbank voor oorlogsschade van een nabijgelegen arrondissement overgedragen werd.

De overdracht van de bevoegdheid der rechtbanken voor oorlogsschade aan de burgerlijke rechtbanken zal slechts mogen plaats grijpen voor de stellig weinig talrijke zaken, die niet voor de bijzondere rechtbanken konden gebracht worden.

3^{de} VRAAG. — *Op hoeveel kan men het bedrag schatten dat nóg moet uitbetaald worden voor de oorlogsschade?*

Antwoord. — Wij meenen ons niet te vergissen zoo wij de daartoe noodige som schatten op 500 of 600 miljoen in geld.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Ministerie van Justitie.

EERSTE ARTIKEL. — *Rijksopvoedingsgesticht voor meisjes, te Saint-Servais :*

fr. 400,000

De Regeering stelt voor, bij wege van amendement, dit artikel weg te laten. Een lid heeft aangedrongen opdat het nut van de ontworpen werken aan den Minister van Justitie zou aangewezen worden.

ART. 2. — *Rijksopvoedingsgestichten en openbare Rijksinstellingen. — Brandmaterieel, verlichting* fr. 180,000

Zelfde bemerkingen als hiervoren.

ART. 6. — *Inrichting van een krankzinnigenkolonie, te Manderfeld :*

fr. 100,000

Een lid had doen opmerken dat die instelling niet aan een dadelijke behoefte beantwoordde, gezien het gering aantal krankzinnigen. De Middenafdeeling was het derhalve eens, aan de Regeering te vragen over de noodzakelijkheid van die uitgave een nieuw onderzoek in te stellen.

ART. 7. — *Staatskrankzinnigengestichten te Bergen en te Doornik :*

fr. 150,000

De Regeering heeft beslist sommige voorziene werken te verdagen, en stelt dus een amendement voor waarbij het gevraagd crediet met 100,000 frank wordt verlaagd.

ART. 9. — *Krijgsraad te velde* fr. 384,000

Een Regeeringsamendement verlaagt het aangevraagd crediet tot 250,000 fr. Vermindering van het personeel.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

ART. 11. — *Derde schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten der werken van op angen en van aanvoer der bovenbronnen van de Neblon*
Fr. 1.500,000

Door regeeringsamendement, tot op 1,000,000 fr. verminderd, daar sommige credieten op de Begrooting voor 1925 konden verrekend worden.

ART. 25. — *Tweede schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten der waterleiding van de Neblon*. Fr. 2,250,000

Verminderd op 750,000 frank. — Zelfde bemerkingen als bij bovenstaand artikel 11.

Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

ART. 26. — *Lager onderwijs. — Toelagen voor bouw, meubilering, enz., aan schoollokalen* Fr. 10,000,000

Bij amendement, stelt de Regeering voor, het crediet met 2,200,000 frank te verminderen. — Sommige voorziene werken kunnen in 1926 niet worden uitgevoerd.

Ministerie van Landbouw

ART. 32. — *Domeinbosschen* Fr. 200,000

Een lid dringt aan, opdat de Staat zou overgaan tot stelselmatige herbebossingen welke een bron van rijkdom en een dam tegen overstromingen zullen zijn.

Ministerie van Openbare Werken.

ART. 37. — *Banen, verbindingen, bruggen, enz.* Fr. 3,900,000

Bij twee regeeringsamendementen, wordt het aangevraagd crediet gebracht op 4,430,000 frank, ten einde zekere noodig erkend zijnde werken (inzonderheid : Pont des Arches, te Luik, en brug van Heer-Agimont) te kunnen uitvoeren.

ART. 38. — *Baan van Antwerpen op Turnhout.* Fr. 400,000

Verminderd, bij regeeringsamendement, op 300,000 frank; crediet toereikend geacht.

ART. 44. — *Baan van Peer op Genck* Fr. 2,600,000

De Regeering stelt voor, de werken te verdagen en dit jaar enkel tot de onteigeningen over te gaan. Een amendement vermindert het crediet tot 400,000 frank.

ART. 47. — *Baan van Luik op Berneau en van Visé op Moulant* Fr. 500,000

Regeeringsamendement, crediet verminderd op 300,000 frank, welke som toereikend geacht.

ART. 49 (bis). — *Gebouw van de Burgerlijke lijst* Fr. 150,000

Nieuw artikel door de Regeering voorgesteld. Noodige som tot voltooiing der werken.

Art. 50. — *Koninklijk paleis, te Brussel.* Fr. 2,500,000

De Regeering stelt, bij wege van amendement, voor dit crediet weg te laten, daar de werken kunnen verdaagd worden.

Art. 53 (bis). — *Stallen van het Koninklijk paleis. Troonplaats. — Inrichting.* Fr. 125,000

Nieuw artikel. — Crediet in 1925 niet uitgegeven en overgebracht op het dienstjaar 1926.

Art. 54. — *Gendarmeriekazerneering.* fr. 2,055,000

Bij wege van amendement, wordt het aangevraagde crediet verminderd tot op 475,000 frank. Men ziet af van de ontworpen werken te Ieperen, Brecht, Eupen en Rummen.

Art. 56. — *Maas. — Studies en werken.* fr. 8,125,000

Een regeeringsamendement brengt het aangevraagde crediet op de som van 10,675,000 frank. — Nieuwe werken, voorzien tegen het overstromingsgevaar.

Art. 57. — *Samber. — Studies en werken.* fr. 4,930,000

Bij amendement, gebracht op 6,150,000 frank. — Zelfde bemerking als bij artikel 56.

Art. 58. — *Ourthe. — Studies en werken.* fr. 75,000

Bij amendement, gebracht op 575,000 frank. — Zelfde reden als hierboven.

Art. 59. — *Kolenafoerkanalen.* fr. 46,515,000

De Regeering stelt, bij amendement, voor dit crediet tot op 39,515,000 frank te verminderen. N° 3^e §a : Aankoop van terreinen en studie, vaart van Charleroi naar Brussel, wordt gebracht van 20,000,000 frank op 13,000,000 frank.

Art. 60. — *Vaarten Luik op Antwerpen.* fr. 8,790,000

De Regeering stelt een vermindering voor van 3,400,000 frank. Afschaffing van sommige voorgestelde werken.

Art. 62. — *Leie : studies en werken.* fr. 1,735,000

De Regeering stelt voor, het crediet tot op 985,000 frank te verminderen. Afschaffing van sommige werken.

Art. 64. — *Dijle : studies en werken.* fr. 1,000,000

De Regeering stelt voor het crediet tot op 500,000 frank te verminderen. Verdaging van sommige werken.

Art. 65. — *Nethen : studies en werken.* fr. 200,000

Bij amendement, gebracht op 300,000 frank. (Werken van geulen, kalibermeting en indijking. Eerste schijf van een uitgave geraamd op 4,400,000 frank.)

Art. 66. — *Dender : studies en werken.* fr. 550,000

Bij amendement, verminderd met 100,000 frank. Verdaging van sommige werken, tusschen Aalst en Dendermonde.

ART. 67. — *Durme en Moervaart-Zuidlede* fr. 50,000

De Regeering stelt een verhooging voor van 600,000 frank, inzonderheid bestemd voor werken van algemeene uitbaggering in bovengenoemde rivieren. (Het gansche werk wordt geraamd op 7,600,000 frank, 1^e schijf.)

ART. 68. — *Vaart van Gent naar Oostende* fr. 645,000

Vermindering met 250,000 frank. Men ziet af van de verstevening der glooingen.

ART. 70. — *Vaart van Selzaete naar de Zee* fr. 60,000

Crediet ingetrokken.

ART. 75. — *Haveninrichtingen te Antwerpen* fr. 68,290,000

De Regeering stelt voor, van sommige werken af te zien, ten beloope van 6,700,000 frank, inzonderheid de plaveiingswerken nabij de Kruisschans (5,000,000 fr.).

ART. 78. — *Vaart van Ieperen naar den Yser* fr. 800,000

Voorgestelde vermindering : 300,000 frank. — Vereenvoudiging van sommige werken.

ART. 81. — *Haven van Zeebrugge* fr. 1,050,000

Verminderd met 500,000 frank. — Vereenvoudiging van de werken tot ver-
vang van de afsluiting met tusschenruimten aan den havendam, door een dijk.

ART. 86. — *Banen en verbindingen, bruggen (Uitgaven voor herstellingen)*.
fr. 1,550,000

De Regeering stelt voor, af te zien van den heropbouw der Leie-brug, te Sint-Martinus-Lerne en van de ijzeren brug op de Schelde, te Zwijnaarde. — De vermindering zou uit dien hoofde bedragen 1,075,000 frank.

ART. 94. — *Maas (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 250,000

De Regeering stelt eene vermindering voor van 50,000 frank. De grafische bewerkingen, met het oog op het wederherstellen van het in 1914 vernielde Maasplan, zouden weggelaten worden. — Een lid kwam in verzet tegen deze weglating, met de opmerking dat het zeer noodig was juist de hedding van den stroom te kennen voor al de werken en inzonderheid voor die welke bestemd zijn om de overstromingen te keer te gaan.

ART. 96. — *Vaarten van Luik op Antwerpen (Uitgaven voor herstellingen)*
fr. 225,000

Een vermindering van 165,000 frank wordt voorgesteld.

ART. 97. — *Schelde (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 1,177,500

Vermindering van 137,500 frank. Verdaging van sommige werken.

ART. 98. — *Dender (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 125,000

Vermindering van 115,000 frank. Zelfde bemerking.

ART. 99. — *Leie (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 570,000

De Regeering stelt in § 2° voor, de woorden « verhaalbare hoegrootheid » weg te laten.

ART. 101. — *Vaart van Blaton naar Ath.* fr. 590,600

De Regeering stelt voor, de weglating van § 1° : kosten van wederopbouw der brug te Grandglise : 560,000 frank.

Deze werken zijn in uitvoering. Zij konden verrekend worden op de begrooting voor 1925. Het werk zal dus worden uitgevoerd, ondanks de voorgestelde weglating.

ART. 104. — *Afleidingsvaart der Leie (Uitgaven voor herstellingen)*.
fr. 221,000

Een vermindering van 80,000 frank wordt voorgesteld. Men ziet af van de versteviging der glooiingen.

ART. 105. — *Vaart van Gent naar Oostende (Uitgaven voor herstellingen)*.
fr. 675,000

Een vermindering van 210,000 frank wordt voorgesteld. — Weglating en verdaging van sommige werken.

ART. 106. — *Vaart van Passchendale naar Nieuwpoort (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 525,000

Een vermindering van 500,000 frank wordt voorgesteld. Verdaging van sommige werken.

ART. 107. — *Vaart van Selzaete naar de Noordzee. (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 227,000

Vermindering van 222,000 frank. Verdaging van de werken.

ART. 110. — *Vaart van Ieperen naar den Yser. (Uitgaven voor herstellingen)* fr. 1,050,000

Voorgestelde vermindering : 100,000 frank. Verdaging van sommige bijkomende werken.

ART. 111. — *Haven van Nieuwpoort. (Uitgaven voor herstellingen)*.
fr. 525,000

Een lid heeft den wensch geuit om de inzichten der Regeering te kennen omtrent de werken aan deze haven — welke schijnt verlaten te zijn en waarvan de werkzaamheid onbeduidend is.

Het volgend antwoord werd gegeven op deze vraag door den Minister van Openbare Werken.

« De uit te voeren werken om de herstelling van de haven van Nieuwpoort te voltooien, zijn de volgende :

- » a) Weder in staat stellen van het vlottend dok.
- » b) Voortzetting van de herstellingswerken aan het Westerpaalwerk en bouwen van een voorloopig sluishoofd (een onderneming voor de herbouwing van een gedeelte van dit paalwerk is thans aan gang, zij beloopt : fr. 2,208,234.97).
- » c) Baggeringswerken.
- » d) Herbouwingswerken van dukdalfen, driehoeken, enz.
- » e) Onderscheidene werken waaronder men kan vermelden : heropbouw van de sluishuizen en de loodsgebouwen, enz.

« Het geheel dezer werken zal een uitgave van meer dan 6 miljoen frank veroorzaken. Zij zullen dus over verscheidene begrootingsjaren moeten omgeslagen worden. Het is onmogelijk op juiste wijze te bepalen, op welk tijdstip dit programma volledig zal kunnen verwezenlijkt worden ; dit zal afhangen van het beloop der credieten welke ter beschikking van het Departement zullen gesteld worden. Doch men zal ten minste op drie of vier jaar moeten rekenen ».

* * *

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van de Buitengewone Begrooting, heeft haar Verslaggever verzocht zich rechtstreeks in betrekking te stellen met de Commissie van Landsverdediging voor het bestudeeren van de artikelen der Buitengewone Begrooting, welke inzonderheid dit Departement betreffen.

Ten gevolge van dit onderzoek, gemeenschappelijk gedaan, werden onderscheidene vragen, betreffende de artikelen 116 tot 146 der Buitengewone Begrooting, gericht tot den Minister van Landsverdediging.

ART. 116.

VRAAG. — *In dit artikel, evenals in onderscheidene andere artikelen der Buitengewone Begrooting, komen uitgaven voor « eventueele kosten voor studies en toezicht ».*

Hoe worden die uitgaven gerechtvaardigd, welke werkzaamheden schijnen te dekken die de taak uitmaken van de bestendige Staatsambtenaren ?

ANTWOORD. — 1^o Bij de opmaking van het ontwerp der B. B. voor 1926, werd de vermelding « eventueele kosten voor studies en toezicht » geschreven in de nota's tot staving van de vooruitzichten om, *desgevallend*, de betaalbaarstelling toe te laten, ten laste van de artikelen der B. B., bijkomende studie- en toezichtskosten welke hadden kunnen noodig geweest zijn voor de voorbereiding en de uitvoering der werken.

Welnu, op dat tijdstip waren wij in 't geheel niet zeker van de uitgaven die zich, dienaangaande, zouden kunnen voordoen.

Dienvolgens, en overeenkomstig den regel door andere Departementen (b. v. Openbare Werken) aangenomen, hebben wij stelselmatig in de betiteling van elk der artikelen van de B. B. al de uitgaven vereenigd, waartoe de betrokken werken zouden kunnen leiden, inzonderheid de voorafgaande studies (peilingen, metingen, deskundige onderzoekingen, opsporingen, documentatie, enz.).

2^o Doch tegenwoordig, geven alleen de werken onder artikel 129, welke gedaan worden — ten laste van de B. B. — voor de artillerie (oprichting van

munitiedepots in de bazissen), aanleiding tot aanvullende studiekosten (metingen voor de onteigening van gronden voor het munitiedepot van Houthulst).

Betreffende de aanvullende toezichtskosten, die moeten thans, evenmin, worden bedoeld als voor de enkele werken onder voornoemd artikel 129 en artikel 119 omtrent het Kamp van Elsenborn.

3° In beginsel, moet het toezicht der werken, ten laste der B. B., noodzakelijkerwijs worden verzekerd door het bestendig personeel, op dezelfde wijze als voor de werken ten laste der Gewone Begrooting.

Doch het komt voor, dat de werken der B. B. van zulk een gewicht zijn, dat zij *tijdelijk* een toezicht vergen voor hetwelk het bestendig personeel ontoereikend is, wanneer die werken met een beperkten duur moeten uitgevoerd worden buiten de verblijfplaatsen waar agenten woonachtig zijn. Welnu, in het Kamp van Elsenborn en in het Munitiedepot van Aertrijke, heeft men tot eenige tijdelijke, ter plaatse aangenomen toezichters zijn toevlucht moeten nemen, voor *den duur der belangrijke aangevangen ondernemingen*.

Dienvolgens, wordt het salaris van de tijdelijke agenten gebracht ten laste van het artikel der B. B., deze werken betreffende, dewelke met die toezichtskosten slechts blijven bezwaard tot op het oogenblik waarop het toegevoegd personeel niet meer onontbeerlijk is voor het goede toezicht op de betrokken ondernemingen.

ART. 119

VRAAG. — *De in 1924 en 1925 aangevangen bouw der blocs, is die thans geëindigd?*

Moet het aangevraagde crediet niet dienen tot derzelver voltrekking?

ANTWOORD. — De in den aanvang van 1924 begonnen bouw der blocs, ten laste der begrooting voor 1923, zijn voltooid.

De blocs, waarvan de bouw werd aangevangen begin 1925, ten laste der begrooting voor 1924, zijn nagenoeg voltooid.

Die welke moesten uitgevoerd worden ten laste der begrooting voor 1925, konden, wegens de compressie der uitgaven, niet aanbesteed worden. Het crediet, voor 1926 aangevraagd, zal dienen voor den bouw van *vier nieuwe blocs*.

ART. 120.

VRAAG. — *Om welke redenen werden de vroeger gestemde credieten, voor de werken in het kamp van Beverloo, ontoereikend bevonden?*

Zal de weglating der werken, voorzien te Elsenborn, niet voor gevolg hebben de troepen in ongunstige gezondheidsvoorwaarden te plaatsen?

ANTWOORD. — Naar luid van de nota tot staving van de geraamde uitgaven, konden de installatiewerken voor de waterleiding in het kamp van Beverloo niet voltrokken worden met de vroeger bewilligde credieten, wegens de hogere daghuren en de duurere materialen.

Er moet bemerkt worden, dat de schatting van de kosten dezer werken in 1923 is gedaan geworden.

. . .

Indien de financiële toestand beter ware, zou het verkieslijk zijn de werken, voorzien te Elsenborn, niet te verdagen.

Het gemis aan een voldoende reservoir, heeft inderdaad voor gevolg dat — bij aanwezigheid van talrijke troepen — men verplicht is, voor de eigenlijke voeding der manschappen, het water voor te behouden waarover men beschikt en het verbruik te beperken, inzonderheid voor de gezondheidsinrichtingen.

ART. 123.

VRAAG. — *Is het plan voor de benutting der forten, voornamelijk als munitiedepots, nu bepaald vastgesteld ?*

ANTWOORD. — Het plan voor de benutting der forten als munitiedepots is thans vastgesteld.

ART. 129.

VRAAG. — *Om welke reden wil de Regeering een munitiedepot oprichten, te Ploegsteert, op uitmuntende akkergronden, op vele kilometers afstand van een spoor- of een tramlijn, wanneer de Staat reeds minder goede gronden bezit, beter gelegen nabij Ieperen en waar reeds soldaten gekazerneerd zijn?*

ANTWOORD. — De studie van het tot stand brengen van een munitiedepot in de streek van Zonnebeke werd gedaan in 1920.

Het voorontwerp werd opgemaakt, doch de studie van de spoorwegverbinding tusschen het depot en de statie van Zonnebeke heeft aan 't licht gebracht, dat de aardwerken zeer aanzienlijk zouden zijn en meer dan vijf miljoen zouden kosten om de gelijklegging en het bouwen van talrijke kunstwerken te verzekeren.

Die laatste beschouwing was voldoende om van de liggingsplaats, te Zonnebeke, als munitiedepot te doen afzien, en te doen beslissen voor Aertrycke. Dit laatste depot is nagenoeg voltooid.

In 1921, is de voorzitter der Studiecommissie der Basis belast geworden een liggingsplaats te zoeken welke beantwoordt aan de vereischten voor een derde munitiedepot.

Die studiën hebben onderscheidene plaatsen tot voorwerp gehad :

- 1^o de driehoek Vlamertinghe-Elverdinghe-Poperinge ;
- 2^o de driehoek Vaart van den Yzer naar Ieperen — spoorweg Ieperen-Thourout en den steenweg Steenshoek-Langemarck ;
- 3^o de streek Poelcapelle-Passchendaele ;
- 4^o de streek Langemarck-Passchendaele ;
- 5^o het bosch van Wijnendaal.

De voorontwerpen hebben bewezen dat, om reden van den aard van den grond en de moeilijke verbindingen per spoor, al die liggingsplaatsen moesten terzijde gelaten worden en dat, anderzijds, naar de zienswijze van het Departement van Economische Zaken, en om de landbouwgronden te sparen, het noodig was de boschjes van Oosthoek te kiezen, welke precies beantwoorden aan de liggingsplaats van den driehoek Elverdinghe-Vlamertinghe-Poperinge.

De keus van die liggingsplaats werd goedgekeurd in overeenstemming met den Minister van Economische Zaken.

Het voor-ontwerp van deze aanlegplaats was opgemaakt, het plan met de verdeling in percelen was klaar en de richting voor de spoorwegen was reeds afgebakend, toen in 1923 de Eerste Minister, door de tusschenkomst van den Minister van Landbouw, eene interministerieele Commissie instelde om de mogelijkheid, eene andere plaats te vinden, te onderzoeken.

Eene vergadering, bijgewoond door het Cabinetshoofd van Landbouw en door de afgevaardigden van het Ministerie van Landsverdediging, had plaats te Brugge op 24 Mei 1923. In overleg met de landbouwkundigen van de streek van Ieperen, diende men te onderzoeken of er geene gronden van mindere waarde bestonden onder opzicht van landbouw en die beter zouden passen voor het aanleggen van een munitie-depot.

De streek van Ploegsteert, die grootendeels bestaat uit een bosch dat door den oorlog was verwoest en tot een Engelsch kamp had gediend, scheen daarvoor te kunnen in aanmerking komen. Een voor-ontwerp werd opgemaakt en onderworpen aan de interministerieele Commissie die er mede accoord ging.

Op 13 September 1923, gaf de toenmalige Minister zijne instemming om van Elverdinghe af te zien en Ploegsteert te kiezen.

Eindelijk, in Augustus 1925, toen het plan tot verdeeling der perceelen heelemaal was opgemaakt en de formaliteiten voor de onteigening gingen afloopen, liet de Minister van Buitenlandsche Zaken weten, dat het Cabinet van Londen den wensch heeft uitgedrukt dat de drie Engelsche kerkhoven, die zich op het grondgebied van de aanlegplaats van Ploegsteert bevinden, zouden behouden blijven.

Om voldoening te schenken aan Groot-Brittannië, had er eene wijziging plaats die het noodig maakte de opslagplaats meer naar het zuiden te brengen en daardoor een strook landbouwgrond in gebruik te nemen.

Deze wijzigingen werden onderworpen aan den Minister van Landbouw en een afgevaardigde van het Ministerie van Landbouw en van Landsverdediging zijn het terrein gaan onderzoeken.

Over dit bezoek werd een verslag uitgebracht, dat de noodzakelijkheid zuidwaarts een strook landbouwgrond aan te koopen billijkt, terwijl meer noordwaarts eene breedere strook, maar van mindere waarde, werd teruggegeven.

Eindelijk, door een schrijven 25 Januari 1926, sluit de Minister van Landbouw, in overeenstemming met zijne agronomen, zich aan bij het definitieve ontwerp.

Men dient op te merken, dat onder de plaatsen in het vroeger verwoeste gebied, die als geschikt werden erkend, deze van Ploegsteert nog het minst van al beslag legt op landbouwgrond.

Houdt men anderzijds rekening van de verhooging van de levensduurte en met de stijging der loonen en der grondstoffen, zouden de werken voor Zonnebeke, in 1920 geschat op 5 miljoen, thans 7 tot 8 miljoen vergen, dus eene uitgave die den bouw van de opslagplaats zelf overtreft.

Bovendien, de bosschen van de polygoon van Zonnebeke, die militaire gronden waren, omvatten 8 h. 51 a. 72 c., terwijl de uitgestrektheid van een munitie-opslagplaats ongeveer 180 tot 200 hectaren omvat.

ART. 130.

VRAAG. — *Is de Regeering voornemens strijdswagens te bouwen of te doen bouwen door de Staats-kanonnengieterij?*

ANTWOORD. — Tot hiertoe bestaat dit inzicht niet. Er wordt geen aankoop van strijdswagens voorzien voor 1926, daar de bestaande modellen nog niet beantwoorden aan de laatste vereischten betreffende deze oorlogstuigen, waarover studiën worden gedaan.

De rechtvaardiging van het in artikel 130 gevraagd crediet, waar sprake is van strijdswagens, doelt alleen op den eventueelen aankoop van bijkomstig materieel voor dergelijke tuigen.

ART. 131 en 132.

VRAAG. — *De Commissie vraagt, dat men de verdeeling zou aangeren van de voor deze twee artikelen gevraagde credieten.*

ART. 131.

ANTWOORD. — 73,000 gasmaskers (90 fr. ongeveer)	fr. 600,000
200 munitiewagens voor Mi en zware wagens (8,000 fr.)	1,600,000
150 overdekte wagens voor de infanterie (5,000 fr.)	750,000
Inrichting van munitiewagens voor Mi (lichte) (voortzetting van het werk)	500,000
Lederwerk (5,000 toerusting tegen 150 fr.)	750,000
Paardetuig	1,000,000
Mobilisatiehoefijzers met nagels	100,000
Te zamen.	fr. 11,300,000

ART. 132.

Het geven van het Belgisch kaliber aan 10,000 karabijnen 1898 (100 frank)	fr. 1,000,000
Balistiek- en verificatiewerktuigen	20,000
Bijkomstig en hulpmaterieel voor geweren en mitrailleurs.	500,000
Onderscheidene vijlen.	80,000
20,000 banden voor Maxim-mitrailleurs tegen 20 frank	400,000
Toerusting der werkplaatsen om Maximtoestellen te vervaardigen	130,000
200,000 kogelpatronen voor proefnemingen tegen fr. 0.50.	100,000
Verandering der mitrailleur-geweren (5,000 tegen 200 frank	1,000,000
Studie der Commissie voor bewapening, infanterie, cavalerie	100,000
Ineenzetten van karabijnen model 1916.	400,000
Miktoestellen voor lichte mitrailleurs tegen vliegtuigen	100,000
Te zamen.	fr. 3,830,000

ART. 133.

VRAAG. — *Zou men zich niet kunnen wenden tot eene universiteit of tot de private nijverheid voor de inrichting van dit laboratorium voor hetwelk een bedrag van 60,000 frank onvoldoende schijnt te zijn?*

ANTWOORD. — Het gevraagd crediet moet uitsluitend dienen tot het oprichten van de gebouwen, waarin de toestellen eener half-industriele inrichting moeten ondergebracht worden.

Te dien einde, gebruikt men toestellen en materieel die in de nijverheid aangewend worden; het geschiedt op zeer geringe schaal, doch op zulke wijze dat de werking zich voordoet in voorwaarden die overeenkomen met die van den aanmaak in 't groot.

De werken tot het volmaken en verwezenlijken van een bijzonder nijverheids-procédé vallen niet binnen het kader der werkzaamheden van een universiteitslaboratorium.

Anderzijds, behooren dergelijke proefnemingen niet tot den gewonen arbeidskring onzer nijverheidsmannen.

Zij zijn van gevoelen, dat zij hieraan hun personeel en hun tijd niet kunnen wijden omdat zij er noch rechtstreeksch economisch belang bij hebben, noch eenig vooruitzicht op nieuwe uitbreiding hunner nijverheid in vinden.

ART. 146.

VRAAG. — *Zou men de garnizoenen en kazernen kunnen aangeren waar deze werkzaamheden zullen plaats grijpen en eventueel uitleg orer deze credieten verschaffen?*

ANTWOORD. — De werken, aangegeven in de nota tot staving der in art. 146 voorziene uitgaven, zouden in de volgende kazernen en garnizoenen moeten uitgevoerd worden : de bedragen der uitgaven die voorzien waren, zijn tusschen haakjes vermeld :

a) Aanleggen van electrische verlichting in vier kazernen en in het gebouwde gedeelte van twee andere.

Minderbroederskazerne, te Tienen. (fr. 160,000)

Kazerne Herckenrode.

Kazerne kolonel Dusart.

Kazerne der Witte-Vrouwen te Hasselt (fr. 100,000)

Gebouwd gedeelte van de kazerne, te Spa (fr. 40,000)

Gedeelte van de kazerne, te Hoogboom, in aanbouw. (fr. 10,000)

b) Oprichting van twee tunnel-stands, te Bergen en Hasselt (fr. 850,000)

c) Voleindiging van de toerusting van het schietveld te Beverloo (fr. 300,000)

d) Oprichting van twee turnzalen, de eene te Eupen en de andere te Malmedy (fr. 40,000)

Maar de werken in a, b en d zullen wijzigingen ondergaan, omdat de volgende, wier uitvoering voorzien was in de begrooting van 1923, niet konden verwezenlijkt worden wegens de bezuinigingen.

Tunnel-stands te Luik, Namen, Charleroi (fr. 1,300,000)

Schiet-nis te Malmedy. (fr. 80,000)

Onder voorbehoud van bovenstaande opmerkingen, werd de Buitengewone Begrooting in haar geheel met negen stemmen en drie onthoudingen goedgekeurd.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

